



# Portrait de l'emploi et de la formation professionnelle en Auvergne Rhône-Alpes

JANVIER 2016

# ÉDITO

Dans le cadre de notre mission commune d'observation de l'emploi et de la formation professionnelle en région, le Carif Oref Auvergne et le Pôle Rhône-Alpes de l'Orientation (PRAO) se sont associés pour réaliser un portrait statistique de la région Auvergne Rhône-Alpes. En effet, il nous a semblé nécessaire de mettre rapidement à disposition de nos partenaires auvergnats et rhônealpins des données de cadrage sur cette nouvelle entité régionale afin de mieux en appréhender les spécificités, les atouts et les faiblesses, notamment en matière d'emploi et de formation.

À destination prioritairement des membres du Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelles (CREFOP), cette publication a pour objectif de les aider à mieux cibler les enjeux et les problématiques emploi formation de la nouvelle région. Elle rassemble ainsi les premiers éléments de diagnostic préalable à l'élaboration du prochain Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles (CPRDFOP).

D'une manière plus générale, le portrait permettra également à tous les professionnels de l'emploi, de la formation ou de l'orientation de partager une vision d'ensemble de la région Auvergne Rhône-Alpes et de mieux en comprendre les diversités territoriales.

Le portrait s'articule autour de six thèmes clés :

- la population,
- le contexte économique,
- l'emploi,
- le marché du travail,
- la formation initiale,
- la formation continue.

Pour réaliser ce document, le Carif Oref Auvergne et le PRAO ont collecté, traité et analysé les dernières données disponibles provenant de différentes institutions nationales et régionales en charge de l'emploi et de la formation (Conseils régionaux, Dares, Direccte, Draaf, Éducation nationale, Insee, Pôle emploi, Rectorats, Urssaf). Toutes les informations n'étant actuellement pas disponibles pour l'ensemble du nouveau territoire, certaines thématiques n'ont pu être abordées (par exemple, l'emploi saisonnier, l'insertion des jeunes, le décrochage scolaire ou les contrats de professionnalisation) ou l'ont été seulement de manière partielle (la formation continue). Elles pourront être approfondies ultérieurement dans le cadre des travaux du CREFOP ou lors de la prochaine mise à jour de cette publication.

En complément du portrait, nous vous informons que :

- des fiches de synthèse par département seront prochainement mises en ligne sur l'espace professionnel de nos sites internet respectifs afin de mieux connaître les caractéristiques de chaque territoire ([www.pro.formationauvergne.com](http://www.pro.formationauvergne.com) et [www.rhonealpes-orientation.org](http://www.rhonealpes-orientation.org));
- des sessions de professionnalisation, animées par nos structures, seront organisées sur tout le territoire afin de présenter la nouvelle région et les principaux résultats du portrait.

Nous vous souhaitons une bonne lecture,

**Cécile Reynaud**, directrice du Carif Oref Auvergne, et **Isabelle Carru-Rouch**, directrice du PRAO

# Sommaire

|  |           |
|--|-----------|
| <b>1. POPULATION : une région dynamique et attractive, marquée par des disparités territoriales.....</b>     | <b>4</b>  |
| <b>2. CONTEXTE ÉCONOMIQUE : une région sensible à la conjoncture, en raison de son tissu industriel.....</b> | <b>7</b>  |
| <b>3. EMPLOI : une prédominance des métiers tertiaires, malgré des spécificités industrielles ....</b>       | <b>10</b> |
| <b>4. MARCHÉ DU TRAVAIL : des difficultés persistantes depuis la crise de 2008 .....</b>                     | <b>16</b> |
| <b>5. FORMATION INITIALE : une forte présence de l'enseignement supérieur .....</b>                          | <b>20</b> |
| <b>6. FORMATION CONTINUE : quelques chiffres clés ...</b>  | <b>27</b> |
| <b>L'ESSENTIEL.....</b>  | <b>30</b> |

# POPULATION : UNE RÉGION DYNAMIQUE ET ATTRACTIVE, MARQUÉE PAR DES DISPARITÉS TERRITORIALES

## 1.1. Auvergne Rhône-Alpes, troisième région par sa superficie

### L'UNE DES PLUS GRANDES RÉGIONS DE FRANCE

Auvergne Rhône-Alpes s'étend sur 69 711 km<sup>2</sup>, soit 13% du territoire métropolitain. Au sein du nouveau découpage territorial, elle se place au 3<sup>ème</sup> rang des régions françaises en termes de superficie, derrière Aquitaine Limousin Poitou-Charentes et Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées.

La nouvelle région regroupe douze départements : l'Ain, l'Allier, l'Ardèche, le Cantal, la Drôme, l'Isère, la Loire, la Haute-Loire, le Puy-de-Dôme, le Rhône, la Savoie et la Haute-Savoie.

Le territoire est caractérisé par la grande variété de ses espaces naturels. Il regroupe le Massif central à l'ouest, les Alpes à l'est et le Jura au nord-est. Entre ces chaînes de montagnes, la région est traversée en son centre par les

vallées du Rhône et de la Saône et à l'ouest par la Limagne. La région est également irriguée par plusieurs fleuves et rivières (le Rhône, la Saône, la Loire, l'Allier...) et comprend de grands lacs (Bourget, Annecy, Léman...).

### UNE POSITION GÉOGRAPHIQUE STRATÉGIQUE

Limitrophe de cinq régions et deux pays, Auvergne Rhône-Alpes se situe au carrefour de grands axes de communication nationaux et européens. Elle est parcourue par de grandes voies de communication (autoroutes A6/A7/A71, lignes de TGV...) sur un axe nord/sud. Les espaces montagneux sont également bien desservis. À l'est, les nombreuses autoroutes offrent un accès vers les Alpes et les tunnels du Mont-Blanc et du Fréjus. À l'ouest, elles relient la région à Limoges, Bordeaux ou Poitiers.

## 1.2. Auvergne Rhône-Alpes, deuxième région par sa population

### UNE POPULATION INÉGALEMENT RÉPARTIE SUR LE TERRITOIRE

Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, Auvergne Rhône-Alpes compte près de 7,7 millions d'habitants, soit 12% de la population française métropolitaine. Elle est la 2<sup>ème</sup> région la plus peuplée derrière l'Île-de-France. Les départements du Rhône et de l'Isère regroupent à eux deux 39% de la population régionale.

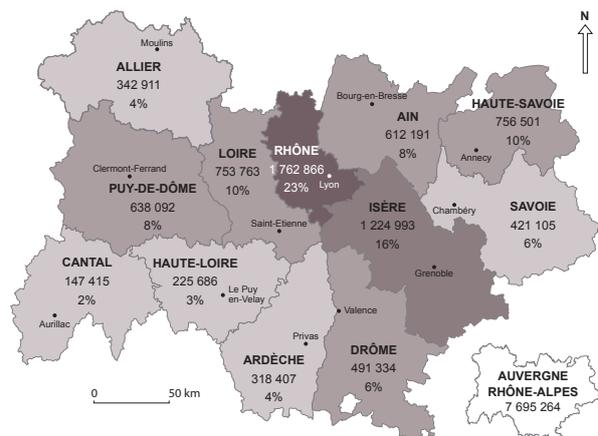
Avec 109 habitants au km<sup>2</sup>, la densité moyenne de population est proche du niveau national (116 hab./km<sup>2</sup>). Pour autant, la population est inégalement répartie sur le territoire, avec des densités allant de 537 hab./km<sup>2</sup> dans le Rhône à 26 hab./km<sup>2</sup> dans le Cantal.

### CINQ GRANDES AIRES URBAINES

Lyon, Grenoble, Saint-Étienne et Clermont-Ferrand sont les principales aires urbaines de la région. L'aire urbaine de Lyon, qui compte plus de 2,2 millions d'habitants, est la deuxième de France derrière celle de Paris. Avec près de 680 000 habitants, Grenoble se classe au 11<sup>ème</sup> rang, Saint-Étienne est 17<sup>ème</sup> avec 513 000 habitants tandis que Clermont-Ferrand et ses 470 000 habitants occupent la 19<sup>ème</sup> place.

À ces quatre grandes aires urbaines vient s'ajouter la partie française de celle de Genève-Annemasse (34<sup>ème</sup> aire urbaine de France avec 292 00 habitants). Avec ses 2,6% d'habitants en plus chaque année, elle enregistre d'ailleurs le taux de croissance annuel moyen le plus élevé parmi les 60 premières aires urbaines françaises.

### > Nombre d'habitants en 2012



## 1.3. Une forte croissance démographique, malgré des spécificités géographiques

### UNE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE PLUS ÉLEVÉE QUE LA MOYENNE NATIONALE

En Auvergne Rhône-Alpes, la population a augmenté de 290 000 habitants entre 2007 et 2012, soit une hausse de 0,8% par an. Ce rythme de croissance, supérieur à celui enregistré au niveau de la France métropolitaine (+0,5%), positionne Auvergne Rhône-Alpes au 4<sup>ème</sup> rang des régions les plus dynamiques, derrière la Corse, Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées et les Pays de la Loire.

L'augmentation de la population régionale est portée simultanément par des soldes naturel et migratoire positifs. Entre 2007 et 2012, l'excédent des naissances sur les décès est de +0,5% par an (contre +0,4% en France) et celui des arrivées sur les départs de +0,3% (contre +0,1%). Cette situation est une spécificité régionale car, généralement, les régions à forte croissance démographique sont portées uniquement par leur solde migratoire.

### DE FORTES DISPARITÉS ENTRE LES TERRITOIRES

La croissance démographique régionale masque de grandes différences infrarégionales. En Rhône-Alpes, la population augmente à un rythme quatre fois plus élevé qu'en Auvergne (+0,9%, contre +0,2% par an). Alors que la croissance de la population due au solde migratoire est comparable entre les deux territoires (+0,3% par an), l'évolution due au solde naturel est sensiblement différente. Le solde naturel est de +0,6% par an en Rhône-Alpes, alors qu'il est négatif (-0,0%) en Auvergne, signe d'une population âgée.

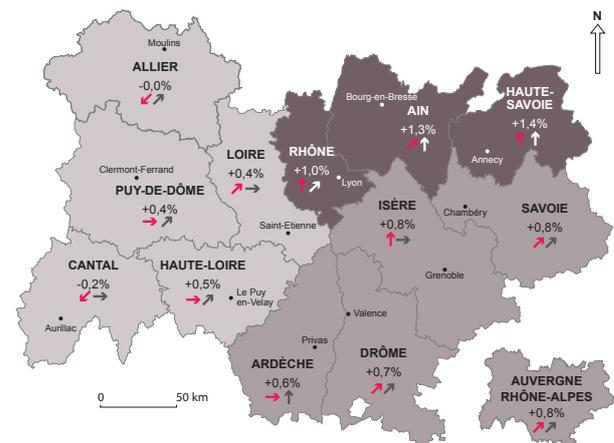
La Haute-Savoie et l'Ain sont les départements où la croissance démographique est la plus forte (respectivement +1,4% et +1,3%). Portés par l'influence de Genève (mais également de Lyon pour l'Ain), ces deux départements ont des soldes naturel et migratoire particulièrement soutenus. Le Rhône connaît également un fort dynamisme démographique (+1,0%) mais qui résulte uniquement d'un excédent naturel élevé. La population augmente de manière plus faible dans les autres départements. C'est notamment le cas de la Loire et du Puy-de-Dôme (+0,4% chacun). L'Allier (-0,0%) et le Cantal (-0,2%) sont, quant à eux, les seuls départements de la région dont la croissance démographique est nulle, voire négative.

### > Nombre et évolution de la population entre 2007 et 2012

| Zone géographique     | Population municipale 2012 | Variation annuelle de la population entre 2007 et 2012 (en %) |
|-----------------------|----------------------------|---|
| Auvergne Rhône-Alpes  | 7 695 264                  | +0,8  |
| Auvergne              | 1 354 104                  | +0,2  |
| Rhône-Alpes           | 6 341 160                  | +0,9  |
| France métropolitaine | 63 375 971                 | +0,5  |

Sources : Insee, Recensements de la population 2007 et 2012 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

### > Évolution de la population entre 2007 et 2012



#### LÉGENDE :

% : variation annuelle moyenne 2007-2012

↗ : due au solde naturel

↖ : due au solde migratoire apparent

Diminution (↙), Progression faible (→), moyenne (↗), forte (↖)

Sources : Insee, Recensements de la population 2007 et 2012 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

Note de lecture : entre 2007 et 2012, le nombre d'habitants dans le Rhône a augmenté de 1,0% par an. La progression du nombre d'habitants liée au solde naturel est forte alors que celle liée au solde migratoire est moyenne.



### DÉFINITIONS

**Variation annuelle de la population** : elle mesure l'évolution moyenne de la population par an, par la prise en compte des mouvements naturels et migratoires.

**Solde naturel** : différence entre le nombre de naissances et de décès enregistrés au cours d'une période donnée.

**Solde migratoire** : différence entre le nombre de personnes qui sont entrées dans un territoire et celles qui en sont sorties au cours d'une période donnée.

# POPULATION : UNE RÉGION DYNAMIQUE ET ATTRACTIVE, MARQUÉE PAR DES DISPARITÉS TERRITORIALES

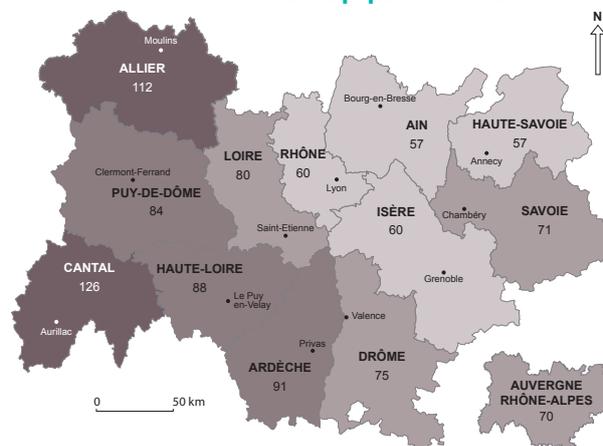
## 1.4. Une population plus âgée à l'ouest de la région

L'indice de vieillissement en Auvergne Rhône-Alpes est similaire à celui du niveau national, avec 70 personnes de 65 ans et plus pour 100 jeunes de moins de 20 ans.

La Haute-Savoie, l'Ain, le Rhône et l'Isère sont les départements pour lesquels l'indice est le plus faible. Cela s'explique, à la fois, par l'attractivité des grandes agglomérations (Lyon, Grenoble, Genève) pour les étudiants et les jeunes actifs ainsi que par le nombre élevé de naissances dans ces départements (notamment dans le Rhône).

Au contraire, la problématique du vieillissement de la population concerne particulièrement les départements ruraux situés à l'ouest de la région, tels que le Cantal et l'Allier.

### > Indice de vieillissement de la population en 2012



Source : Insee, Recensement de la population 2012 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

**Note de lecture** : 112 personnes de 65 ans et plus vivent dans l'Allier pour 100 jeunes de moins de 20 ans, ce qui signifie que la population est relativement âgée dans ce département.

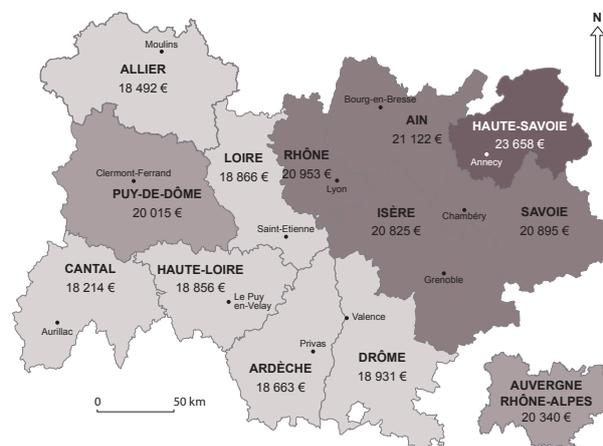
## 1.5. Des revenus plus élevés à l'est de la région

Auvergne Rhône-Alpes est la 2<sup>ème</sup> région de France métropolitaine en termes de niveau de vie. Le revenu médian par unité de consommation est de 20 340€, contre 19 800€ en France.

Il est particulièrement élevé dans les départements situés à l'est de la région (Haute-Savoie, Ain, Rhône, Savoie et Isère), en raison de la présence de grands pôles urbains (Lyon, Grenoble, Annecy, Genève...), mais aussi de celle des frontaliers travaillant en Suisse. Sur ces zones, le revenu est essentiellement composé de salaires, traitements ou indemnités de chômage.

Le sud et l'ouest de la région se distinguent par des niveaux de vie plus modestes. C'est notamment le cas des départements du Cantal, de l'Allier, de la Haute-Loire, de l'Ardèche et de la Drôme. Ces zones, marquées par un vieillissement de la population, sont associées à un nombre important de retraités.

### > Revenu médian par unité de consommation en 2012



Source : Insee, DGFiP-Chaf-Cnav-Ccsma, fichier localisé social et fiscal 2012 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

**Note de lecture** : en Haute-Savoie, la moitié des revenus par unité de consommation est supérieure à 23 658€, l'autre moitié étant inférieure à cette somme.

### DÉFINITIONS

**Revenu médian** : revenu qui divise la population en deux parties égales, c'est-à-dire tel que 50 % de la population a un revenu supérieur et 50 % un revenu inférieur.

**Unité de consommation** : système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage. Elle permet de comparer le niveau de vie de ménages de taille, de structure par âge ou de zone géographique différentes.

# 2 CONTEXTE ÉCONOMIQUE : UNE RÉGION SENSIBLE À LA CONJONCTURE, EN RAISON DE SON TISSU INDUSTRIEL

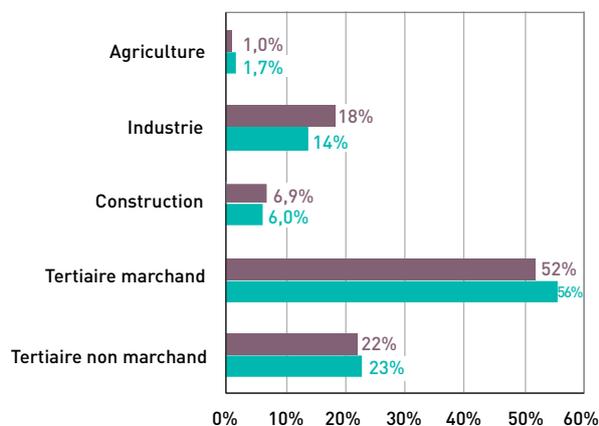
## 2.1. Auvergne Rhône-Alpes, deuxième région par son PIB

Avec un Produit Intérieur Brut (PIB) de près de 243 milliards d'euros en 2013, soit 12% du PIB national, Auvergne Rhône-Alpes se classe au 2<sup>ème</sup> rang des régions de France métropolitaine derrière l'Île-de-France.

### UNE RICHESSE RÉGIONALE PORTÉE PAR LES ACTIVITÉS TERTIAIRES

Comme au niveau national, la richesse régionale est essentiellement produite par les activités tertiaires marchandes et non marchandes. Auvergne Rhône-Alpes présente toutefois des spécificités économiques fortes par rapport à la moyenne nationale : une moindre part des activités tertiaires marchandes (information-communication et activités financières et d'assurance notamment) et, à l'inverse, un poids important des activités industrielles. En effet, l'industrie génère 18% de la valeur ajoutée (contre 14% en France métropolitaine), notamment grâce à la production d'énergie, à la fabrication d'équipements électriques ou informatiques et aux industries de la chimie, de la pharmacie, du caoutchouc et du plastique.

#### > Part des secteurs dans la valeur ajoutée en 2013



#### LÉGENDE :

Auvergne Rhône-Alpes France métropolitaine

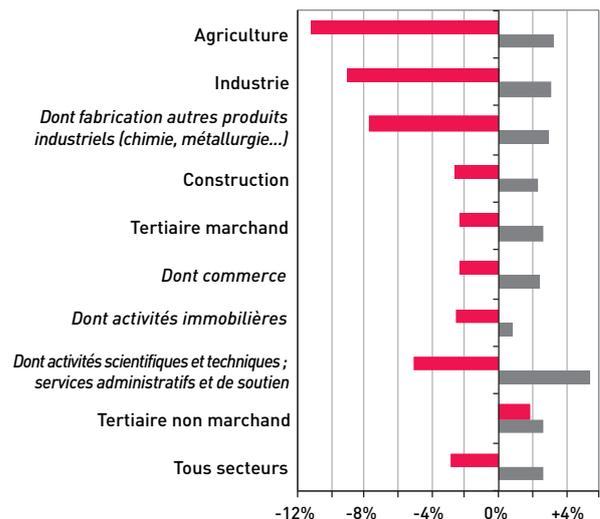
Source : Insee, Comptes régionaux, année 2013 (données provisoires) - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

### UNE ORIENTATION INDUSTRIELLE QUI ACCROÎT LA VULNÉRABILITÉ À LA CRISE

Entre 2008 et 2009, le PIB régional a reculé de 2,8% (-2,5% en France métropolitaine). Cette baisse est largement attribuable au poids et à la nature des activités industrielles en région. Le recul de la valeur ajoutée produite par l'industrie est ainsi plus marqué en Auvergne Rhône-Alpes (-9,0%, contre -5,9% en métropole). Le secteur de la fabrication d'autres produits industriels (chimie, pharmacie, métallurgie, plasturgie...) a été particulièrement touché avec une baisse de 7,8%.

Dans le même temps, le commerce (-2,3%) et les activités immobilières (-2,5%) ont connu un recul moindre pendant que le tertiaire non marchand poursuivait sa croissance (+1,9%).

#### > Évolution annuelle de la valeur ajoutée par secteur entre 2008 et 2012



#### LÉGENDE :

Évolution annuelle moyenne :  
2008-2009 2009-2012

Sources : Insee, Comptes régionaux, années 2008 à 2012 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

Note de lecture : Entre 2008 et 2009, la valeur ajoutée produite par l'agriculture a diminué de 11% en Auvergne Rhône-Alpes. Elle a ensuite augmenté de 3% par an entre 2009 et 2012.

## DÉFINITIONS

**Produit Intérieur Brut (PIB) :** il mesure l'ensemble des biens et services produits par l'économie d'un territoire sur une année. Il est défini comme la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs d'activité. Attention, dans le document, l'évolution du PIB n'a pas été corrigée de l'inflation ce qui peut expliquer, pour une partie non négligeable, les hausses ou les baisses constatées depuis 2002.

**Valeur ajoutée :** indicateur économique permettant de mesurer la création de richesse d'un secteur d'activité.

**Tertiaire marchand :** secteur d'activité regroupant le commerce et certaines activités de services telles que le transport, l'hébergement et la restauration, l'information et la communication, les activités financières et d'assurance, les activités immobilières, les services aux entreprises, etc.

**Tertiaire non marchand :** secteur d'activité regroupant les activités de l'administration publique, de l'enseignement, de la santé humaine et de l'action sociale.

## CONTEXTE ÉCONOMIQUE : UNE RÉGION SENSIBLE À LA CONJONCTURE, EN RAISON DE SON TISSU INDUSTRIEL

### UN REBOND SUPÉRIEUR À LA MOYENNE NATIONALE DEPUIS 2009

Entre 2009 et 2012, Auvergne Rhône-Alpes a enregistré une croissance annuelle du PIB supérieure à la moyenne métropolitaine (+2,7% contre +2,3% en France) et a même retrouvé, dès 2010, son niveau d'avant 2008.

La crise marque cependant une inflexion dans l'orientation de l'économie régionale. Certains secteurs d'activité semblent en effet mieux se relever que d'autres. C'est le

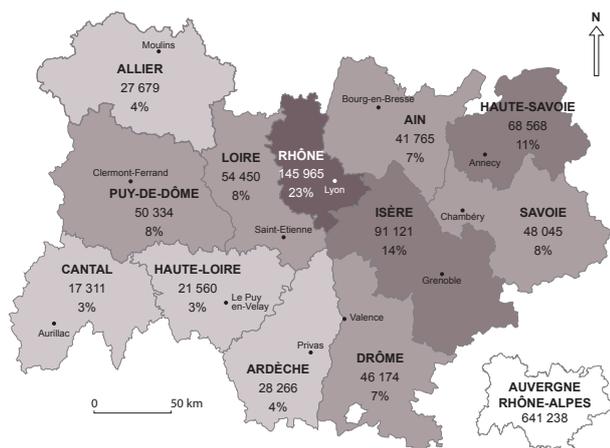
cas de l'agriculture, de la fabrication d'autres produits industriels (chimie, pharmacie, métallurgie, plasturgie...), de l'hébergement et restauration et des activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien qui ont une croissance de la valeur ajoutée allant de +3,0% à +5,4% en moyenne annuelle.

D'autres activités, en revanche, connaissent une plus faible croissance comme la construction (+2,3%), le commerce (+1,7%) ou les activités immobilières (+0,8%).

## 2.2. Un tissu économique proche de la moyenne nationale

En 2013, Auvergne Rhône-Alpes compte plus de 641 000 établissements, soit 13% du total métropolitain. Les départements du Rhône, de l'Isère et de la Haute-Savoie concentrent 48% des structures, contre seulement 10% dans l'Allier, la Haute-Loire et le Cantal.

### > Nombre d'établissements en 2013



Source : Insee, Sirène, année 2013 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

**Note de lecture** : en 2013, l'Allier compte 27 679 établissements, soit 4% de l'ensemble des établissements régionaux.

La répartition des établissements par secteur d'activité est proche du niveau national, avec notamment un poids du tertiaire de plus de 70% du total. Quelques spécificités demeurent toutefois, avec une plus forte implantation des établissements industriels (7% en région contre 6%) et des établissements du tertiaire non marchand (16% contre 15%), en particulier dans l'administration publique et le secteur hospitalier. Ces particularités se retrouvent dans le classement des vingt principaux établissements (de plus de 2 000 salariés) de la région, avec un nombre important de centres hospitaliers, d'administrations publiques ou de grandes entreprises industrielles (Michelin, Renault Trucks ou Sanofi Pasteur par exemple).

### > Les vingt principaux établissements régionaux de plus de 2 000 salariés en 2013

| Raison sociale (département)                       | Activité                              |
|--|---------------------------------------|
| CHU de Grenoble (38)                               | Activités pour la santé humaine       |
| Manufacture Michelin (Clermont-Ferrand, 63)        | Fabrication de produits en caoutchouc |
| Hospices Civils de Lyon (Pierre-Bénite, 69)        | Activités pour la santé humaine       |
| CHU de Clermont-Ferrand (63)                       | Activités pour la santé humaine       |
| Hospices Civils de Lyon (Lyon 3 <sup>e</sup> , 69) | Activités pour la santé humaine       |
| Keolis Lyon (69)                                   | Transports et entreposage             |
| Commissariat à l'énergie atomique (Grenoble, 38)   | Recherche-développement scientifique  |
| CHU de Saint-Étienne (42)                          | Activités pour la santé humaine       |
| Communauté urbaine de Lyon (69)                    | Administration publique               |
| Sanofi Pasteur (Marcy-l'Étoile, 69)                | Industrie pharmaceutique              |
| Manufacture Michelin (Cébazat, 63)                 | Recherche-développement scientifique  |
| Renault Trucks (Saint-Priest, 69)                  | Fabrication de matériels de transport |
| Centre hospitalier de Chambéry (73)                | Activités pour la santé humaine       |
| Commune de Grenoble (38)                           | Administration publique               |
| Hospices Civils de Lyon (Lyon 4 <sup>e</sup> , 69) | Activités pour la santé humaine       |
| SNCF Lyon Part-Dieu (69)                           | Transports et entreposage             |
| Commune de Lyon (69)                               | Administration publique               |
| Centre hospitalier Ancey Genevois (74)             | Activités pour la santé humaine       |
| Commune de Saint-Étienne (42)                      | Administration publique               |
| Hospices Civils de Lyon (Bron, 69)                 | Activités pour la santé humaine       |

Source : Insee, Clap, année 2013 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO



### DÉFINITION

**Établissement** : unité d'exploitation ou de production localisée géographiquement mais dépendant juridiquement d'une entreprise. C'est le lieu où est effectivement exercée l'activité (magasin, atelier...).

Les établissements de moins de 10 salariés représentent, comme en France, plus de 90% du total. Par contre, la région se distingue par une faible implantation des établissements de grande taille (moins de 10% du total national sur la tranche des 500 salariés ou plus), compensée par le poids important des PME industrielles (17% du total national des établissements industriels de 10 à 99 salariés) ou des établissements agricoles sans salarié (14% du total national).

Avec un taux de création d'établissements de 14%, Auvergne Rhône-Alpes se situe dans la moyenne nationale. Cependant, de fortes disparités locales subsistent, avec un taux, tous secteurs confondus, qui va de 9% dans le Cantal à plus de 15% dans le Rhône.

## 2.3. Une forte implantation des pôles de compétitivité

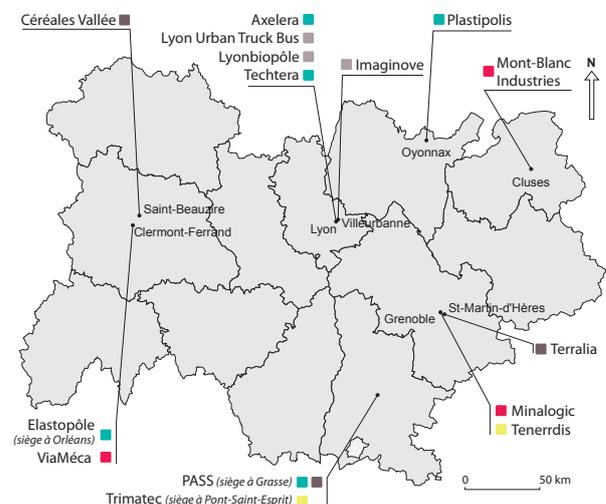
En 2015, Auvergne Rhône-Alpes rassemble 15 des 71 pôles de compétitivité labellisés en France, soit plus de 20% du total national. Ces pôles régionaux sont adossés à près de 140 établissements de formation ou de recherche (contre un peu plus de 200 en Île-de-France) et s'appuient essentiellement sur un tissu de PME (76% contre 66% en moyenne nationale) directement ou indirectement liées à une activité industrielle.

Ainsi, les pôles régionaux sont centrés sur les domaines d'activité de l'agriculture et de l'agro-alimentaire avec Céréales Vallée (filière céréales) et Terralia (filiales fruits et légumes, céréales, vigne et vin), de la chimie et des matériaux avec Axelera (chimie et environnement), Elastopôle (filiale caoutchouc et polymères), PASS (bioressources et chimie), Plastipolis (plasturgie) et Techtera (textiles et matériaux souples), de la microtechnique et de la mécanique avec Minalogic (numérique, micro nano-électronique, logiciel), Mont-Blanc Industries (usinage de précision et mécatronique) et Viameca (mécanique) ou sur le domaine de l'énergie avec Tenerrdis (énergies renouvelables) et Trimatec (procédés propres et sobres pour l'industrie).

La région est également le siège de pôles plus tertiaires comme Imaginove (contenus et usages numériques), Lyonbiopôle (biotechnologies et santé) ou Lyon Urban Truck Bus (transport de personnes et de marchandises en milieu urbain).

Au-delà des pôles de compétitivité, c'est l'ensemble de la région qui est très engagée dans le domaine de la recherche et développement (R&D). L'effort de recherche pèse, ainsi, 2,7% du PIB régional et place Auvergne Rhône-Alpes au 3<sup>ème</sup> rang après Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées et l'Île-de-France. Cet effort se traduit par une forte capacité d'innovation avec 19% des brevets nationaux publiés en 2012.

### > Implantation des pôles de compétitivité en 2015



#### LÉGENDE :

|  |  |
|--|--|
| <span style="color: brown;">■</span> Pôles de l'agriculture et de l'agro-alimentaire | <span style="color: yellow;">■</span> Pôles de l'énergie |
| <span style="color: teal;">■</span> Pôles de la chimie et des matériaux              | <span style="color: lightgrey;">■</span> Autres pôles    |
| <span style="color: red;">■</span> Pôles de la microtechnique et de la mécanique     |  |

Source : [Compétitivité.gouv.fr](http://Compétitivité.gouv.fr), année 2015 – Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

### DÉFINITION

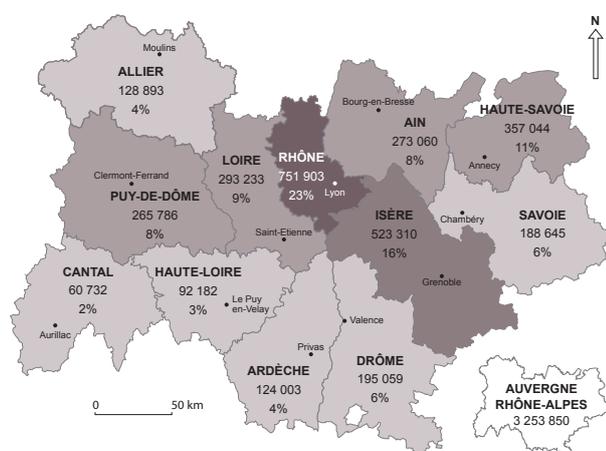
**Pôle de compétitivité** : il rassemble, sur un territoire bien identifié et une thématique donnée, des entreprises, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Il a vocation à soutenir l'innovation, à favoriser le développement des projets collaboratifs de recherche et développement particulièrement innovants et à accompagner la croissance de ses entreprises membres.

# EMPLOI : UNE PRÉDOMINANCE DES MÉTIERS TERTIAIRES, MALGRÉ DES SPÉCIFICITÉS INDUSTRIELLES

## 3.1. Auvergne Rhône-Alpes, deuxième région en termes d'emploi

En 2012, Auvergne Rhône-Alpes compte plus de 3,2 millions d'actifs en emploi, soit 13% de l'emploi total en France métropolitaine. Elle se classe au 2<sup>ème</sup> rang derrière l'Île-de-France. Le Rhône et l'Isère regroupent à eux deux 39% de l'emploi régional. À l'inverse, le Cantal, la Haute-Loire, l'Ardèche et l'Allier sont les départements pour lesquels le nombre d'actifs en emploi est le plus faible (moins de 4% chacun).

### > Nombre d'actifs en emploi de 15 ans et plus en 2012



Source : Insee, Recensement de la population 2012 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

Note de lecture : au 1<sup>er</sup> janvier 2012, l'Allier compte 128 893 actifs en emploi, soit 4% de l'ensemble des actifs en emploi de la région.

### UN TAUX D'EMPLOI SUPÉRIEUR À LA MOYENNE NATIONALE

Parmi la population en âge de travailler (15-64 ans) en Auvergne Rhône-Alpes, près de deux personnes sur trois sont en emploi (66%). Ce taux est plus important que celui observé en France métropolitaine (64%). Ce sont les départements situés à l'est de la région qui présentent les valeurs les plus élevées (71% en Haute-Savoie, 69% en Savoie et dans l'Ain), portés notamment par l'influence de Genève qui attire un nombre important d'actifs français. À l'inverse, l'Allier (62%), la Loire (62%) et l'Ardèche (63%) connaissent les taux les plus faibles.

Il est à noter que, comme au niveau national, le taux d'emploi des femmes reste inférieur à celui des hommes (respectivement 62% et 69%).

### > Nombre d'actifs en emploi de 15 à 64 ans par genre et tranche d'âge en 2012

|          | Nombre d'actifs en emploi | Taux d'emploi   |
|----------|---------------------------|-----------------|
| Ensemble | 3 226 925                 | 66%             |
| Genre    | Hommes                    | 1 690 657 (69%) |
|          | Femmes                    | 1 536 268 (62%) |
| Âge      | 15 à 24 ans               | 316 751 (34%)   |
|          | 25 à 54 ans               | 2 496 986 (83%) |
|          | 55 à 64 ans               | 413 188 (42%)   |

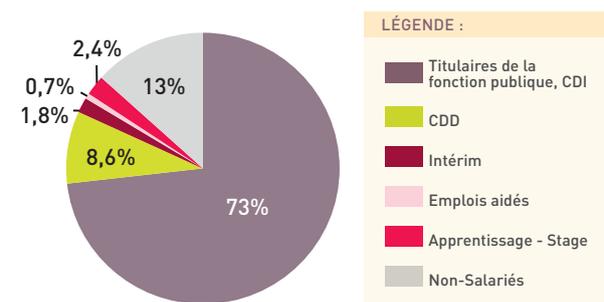
Source : Insee, Recensement de la population 2012 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

### DES CONDITIONS D'EMPLOI DIFFÉRENTES SELON LE GENRE ET L'ÂGE

Près de neuf actifs en emploi sur dix sont salariés (87%), soit autant qu'au niveau national. Le contrat à durée indéterminée (titulaires de la fonction publique compris) est la forme d'emploi la plus fréquente (73%).

Pour autant, il existe des disparités de conditions d'emploi selon le genre et l'âge. Ainsi, les femmes sont plus souvent salariées que les hommes (91% contre 83%) et surtout plus nombreuses à travailler à temps partiel (32% contre 7%). De même, par rapport aux adultes, les jeunes de moins de 25 ans exercent de manière plus fréquente un emploi en CDD (24% contre 9%) et/ou à temps partiel (28% contre 20%).

### > Répartition des actifs en emploi par type de contrat en 2012



Source : Insee, Recensement de la population 2012 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

### DÉFINITION

**Taux d'emploi** : proportion de personnes disposant d'un emploi parmi celles en âge de travailler (15 à 64 ans). Ce taux reflète la capacité d'une économie à utiliser ses ressources en main d'œuvre.

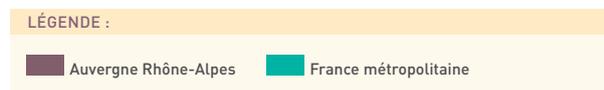
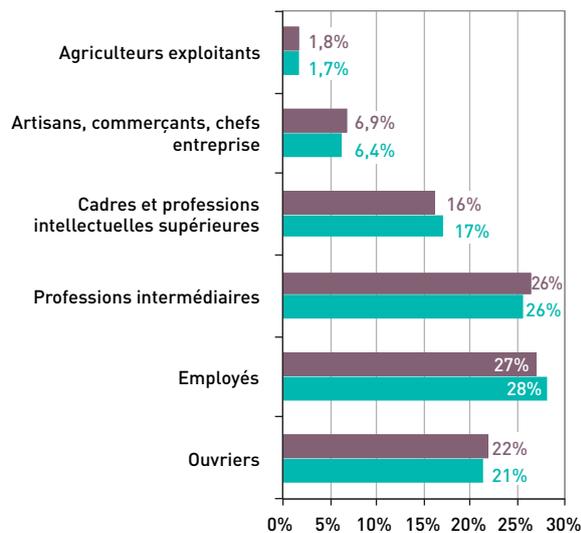
## UNE MAJORITÉ D'EMPLOYÉS ET DE PROFESSIONS INTERMÉDIAIRES

Les catégories socioprofessionnelles les plus présentes en Auvergne Rhône-Alpes sont les employés (27%), les professions intermédiaires (26%) et, dans une moindre mesure, les ouvriers (22%).

Cette répartition socioprofessionnelle des actifs en emploi s'écarte peu de la moyenne nationale, même si la région, en lien avec la structure de son tissu économique, présente une légère sur-représentation d'ouvriers (22% contre 21% en France) et une proportion de cadres moins élevée (16% contre 17% en France).

Il est à noter que l'Auvergne se différencie de Rhône-Alpes par le poids plus important des agriculteurs (4% contre 1%) et des ouvriers (25% contre 21%) au détriment des cadres (12% contre 17%) et des professions intermédiaires (23% contre 27%).

### > Répartition des actifs en emploi par catégorie socioprofessionnelle en 2012



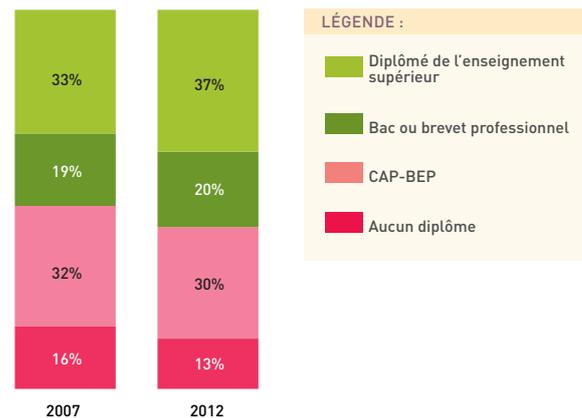
Source : Insee, Recensement de la population 2012 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

## UNE ÉLÉVATION DU NIVEAU DE FORMATION DES ACTIFS EN EMPLOI

En 2012, 37% des actifs en emploi en Auvergne Rhône-Alpes possèdent un diplôme de l'enseignement supérieur et 20% ont le Bac ou le brevet professionnel. Entre 2007 et 2012, ces deux niveaux de formation ont, comme au national, fortement augmenté, avec des évolutions de +3,3% par an pour l'enseignement supérieur et de +1,8% par an pour le niveau Bac. À l'inverse, la part des actifs en emploi qui n'ont pas de diplôme (13% en 2012) et ceux titulaires d'un CAP ou d'un BEP (30%) a tendance à diminuer, notamment pour les actifs sans diplôme (-4,0% par an).

À noter que Rhône-Alpes se démarque de l'Auvergne, avec une part des diplômés de l'enseignement supérieur plus importante (39% contre 31%).

### > Répartition des actifs en emploi selon le diplôme le plus élevé en 2007 et 2012



Sources : Insee, Recensements de la population 2007 et 2012 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

## 3.2 Une croissance de l'emploi régional portée par le secteur du tertiaire



Attention, cette partie traite uniquement de l'évolution de l'emploi salarié, soit 88% de l'emploi de la région.

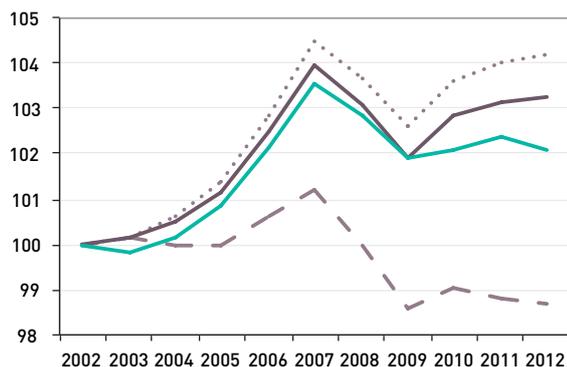
### DES VARIATIONS DE L'EMPLOI LIÉES À LA CRISE

Entre 2002 et 2012, l'emploi salarié a augmenté de 0,3% par an en Auvergne Rhône-Alpes (+ 92 000 emplois en 10 ans), contre +0,2% en France métropolitaine. Cette évolution a connu des fluctuations importantes dans le temps mais également par comparaison au national.

En effet, alors que la croissance a été similaire en région et en France entre 2002 et 2008 (+0,5% par an), Auvergne Rhône-Alpes a enregistré, sous l'effet de la crise, une baisse de l'emploi plus importante que la moyenne métropolitaine entre 2008 et 2009 (-1,1% contre -0,9%). Par contre, entre 2010 et 2012, la reprise de l'emploi a été plus soutenue dans la région (+0,4% contre +0,1% par an pour la France).

L'emploi en Auvergne a particulièrement été impacté par la crise. Entre 2008 et 2009, il a diminué de 1,4% et, malgré une légère reprise entre 2009 et 2010 (+0,5%), il est de nouveau en baisse depuis 2010 (-0,2% par an). Des départements tels que l'Allier, le Cantal ou la Haute-Loire connaissent une perte continue d'emplois depuis 2008 (respectivement -1,1%, -0,6% et -0,3% par an).

### > Évolution de l'emploi salarié entre 2002 et 2012 (en base 100)



#### LÉGENDE :

--- Auvergne      ..... Rhône-Alpes  
 — Auvergne Rhône-Alpes      — France métropolitaine

Sources : Insee, Estimations localisées d'emploi de 2002 à 2012 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

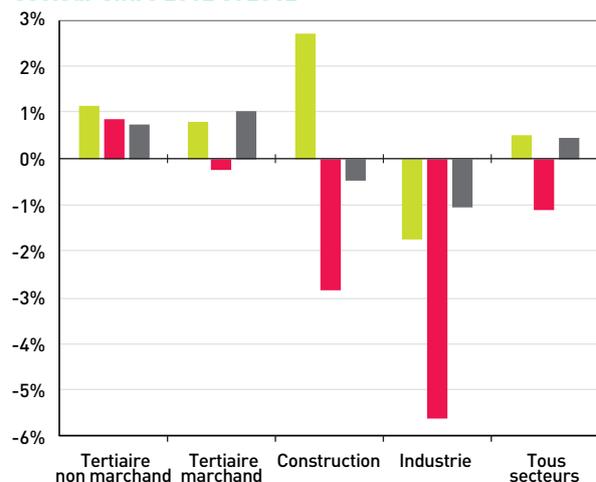
### LA PROGRESSION DE L'EMPLOI DANS LE TERTIAIRE COMPENSE LES PERTES DANS L'INDUSTRIE ET LA CONSTRUCTION

Entre 2002 et 2012, l'emploi salarié dans le tertiaire a augmenté de manière quasi-continue (+0,9% par an en moyenne). Malgré la crise économique, l'emploi dans le tertiaire non marchand a connu une hausse régulière de 1,0% par an. En parallèle, l'effet de la crise a été amorti dans le tertiaire marchand (commerce, transports et services divers) puisque le nombre d'emplois s'est stabilisé entre 2008 et 2009 (-0,1%), puis est reparti à la hausse (+1,1% par an entre 2009 et 2012).

En revanche, l'emploi dans l'industrie en baisse entre 2002 et 2008 (-2,0% par an) s'est encore dégradé sur la période 2008-2009 (-5,6%). La quasi-totalité des secteurs de l'industrie est concernée par cette diminution, à l'exception des industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution qui connaissent une reprise de l'emploi entre 2009 et 2012 (+1,7% par an).

À noter qu'après une hausse de l'emploi de 2,8% par an entre 2002 et 2008, le secteur de la construction a connu une baisse importante entre 2008 et 2009 (-2,9%), qui continue entre 2009 et 2012 dans un degré moindre (-0,5% par an).

### > Évolution annuelle moyenne de l'emploi salarié par secteur entre 2002 et 2012



#### LÉGENDE :

■ 2002-2008      ■ 2008-2009      ■ 2009-2012

Sources : Insee, Estimations localisées d'emploi de 2002 à 2012 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

**Note de lecture :** tous secteurs confondus, l'emploi salarié a augmenté de 0,5% par an entre 2002 et 2008. Il a ensuite diminué de 1,1% entre 2008 et 2009 avant de connaître une nouvelle hausse de 0,4% par an entre 2009 et 2012.

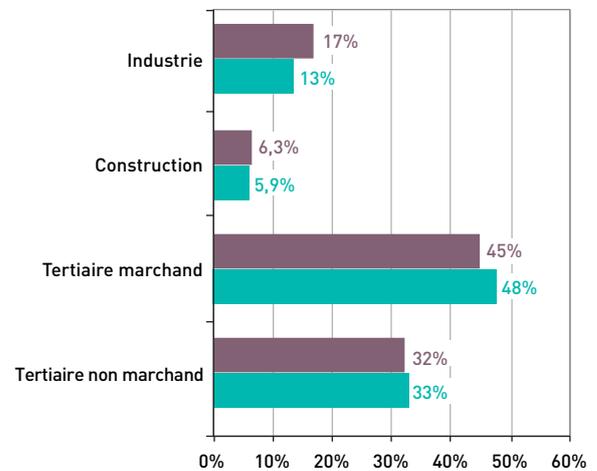
## UNE FORTE PRÉSENCE DES SECTEURS LIÉS AU TERTIAIRE, MALGRÉ UNE SPÉCIALISATION INDUSTRIELLE

En 2012, le secteur du tertiaire (marchand et non marchand) représentent 77% de l'emploi (contre 81% en France). Par rapport au niveau national, le tertiaire marchand est sous-représenté en région (45% contre 48% en France).

Auvergne Rhône-Alpes connaît une sur-représentation des emplois dans les secteurs liés à l'industrie (17% contre 13% en France). Des activités telles que la fabrication d'autres produits industriels (chimie, pharmacie, métallurgie, plasturgie...) ou encore la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et fabrication de machines sont fortement présents dans l'emploi régional. Par contre, ces activités sont particulièrement sensibles à la conjoncture économique. Ainsi, entre 2009 et 2012, elles ont connu une baisse de leurs effectifs en région comprise entre 1% et 2%.

Malgré cette spécificité industrielle de la région, les trois principaux secteurs employeurs sont, comme au niveau national, l'administration publique, l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale (32%), le commerce, réparation d'automobiles et de motocycles (12%) et les activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien (12%). Leurs effectifs ont respectivement crû de 19 800, 9 000 et 14 300 emplois entre 2009 et 2012.

### > Part des secteurs dans l'emploi en 2012



#### LÉGENDE :

■ Auvergne Rhône-Alpes ■ France métropolitaine

Source : Insee, Estimations localisées d'emploi en 2012 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO



## ZOOM SUR L'AGRICULTURE EN AUVERGNE RHÔNE-ALPES : UNE BAISSÉ DES EFFECTIFS ET DU NOMBRE D'EXPLOITATIONS

L'agriculture en Auvergne Rhône-Alpes représente 116 000 actifs permanents en 2010, soit 12% des actifs agricoles en France. Les effectifs sont en baisse de 29% par rapport à 2000 (contre -27% en France). L' Auvergne concentre 36% des actifs agricoles permanents de la nouvelle région.

Entre 2000 et 2010, le nombre d'exploitations agricoles a diminué de 28% (contre -26% en France). En 2010, elles sont 63 000, soit 12% des exploitations françaises. Cette diminution du nombre d'exploitations en 10 ans s'accompagne toutefois d'une hausse de leur taille. L' Auvergne concentre 50% de la surface agricole alors qu'elle n'en représente que 37% de la superficie totale.

Sources : Agreste, Recensements agricoles 2000 et 2010 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

# EMPLOI : UNE PRÉDOMINANCE DES MÉTIERS TERTIAIRES, MALGRÉ DES SPÉCIFICITÉS INDUSTRIELLES

## 3.3. Une tertiarisation de l'emploi à l'œuvre

### DES FONCTIONS PRÉSENTIELLES DOMINANTES

Depuis le début des années 1980, la structure de l'emploi s'est profondément modifiée. Comme en France, les fonctions de production concrète (fabrication de biens industriels, agriculture et bâtiment) sont en déclin dans la région et ne représentent plus, en 2012, que 19% des emplois. En revanche, les fonctions présentesielles (éducation, services de proximité, distribution, santé, action sociale et administration publique) et les fonctions métropolitaines (recherche, gestion, commerce inter-entreprises, culture-loisirs, prestations intellectuelles) se sont largement développées pour atteindre respectivement 40% et 26% de l'emploi total régional.

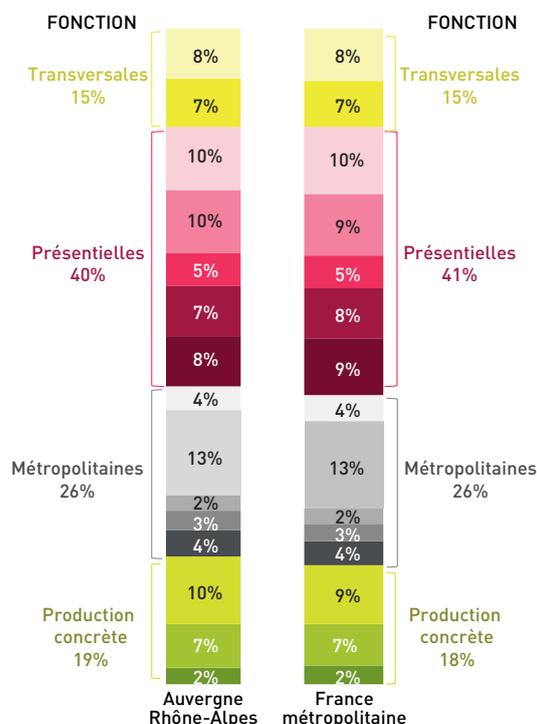
Les quelques spécificités régionales se manifestent par une sur-représentation des emplois liés à la fabrication qui compense le moindre poids des fonctions de l'administration publique.

Au niveau infra-régional, il faut citer le poids spécifique des fonctions de la production concrète en Auvergne (23%, notamment en agriculture et dans la fabrication) et des fonctions métropolitaines en Rhône-Alpes (27% avec la conception-recherche, le commerce inter-entreprises et les prestations intellectuelles). Ces disparités sont encore plus marquées à l'échelle départementale (cf. agriculture dans le Cantal, prestations intellectuelles dans le Rhône, conception-recherche dans l'Isère ou culture-loisirs en Savoie).

### DES MÉTIERS À ORIENTATION TERTIAIRE

Les quinze principaux métiers exercés en région (cf. graphique en page 15) sont globalement les mêmes qu'au niveau national pour un poids quasi identique (29% des actifs occupés). L'Auvergne seule se différencie avec l'apparition des métiers d'agents de service hospitalier et de conducteurs routiers dans le classement des principaux métiers et surtout de celui d'éleveurs indépendants (près de 16 900 actifs en 2012).

### > Répartition des actifs en emploi par fonction en 2012



#### LÉGENDE :

|                             |                            |
|-----------------------------|----------------------------|
| Transports, Logistique      | Gestion                    |
| Entretien, Réparation       | Culture, Loisirs           |
| Services de Proximité       | Conception, Recherche      |
| Santé, Action Sociale       | Commerce Inter-entreprises |
| Education, Formation        | Fabrication                |
| Distribution                | Bâtiment-Travaux Publics   |
| Administration publique     | Agriculture                |
| Prestations Intellectuelles |                            |

Source : Insee, Recensement de la population 2012 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO



#### DÉFINITION

**Analyse fonctionnelle** : approche développée par l'Insee sur la base de fonctions définies à partir de la profession exercée. Les professions sont réparties en quinze fonctions, certaines d'entre elles interviennent dans les différentes étapes de la production, d'autres sont plutôt tournées vers les services à la population.

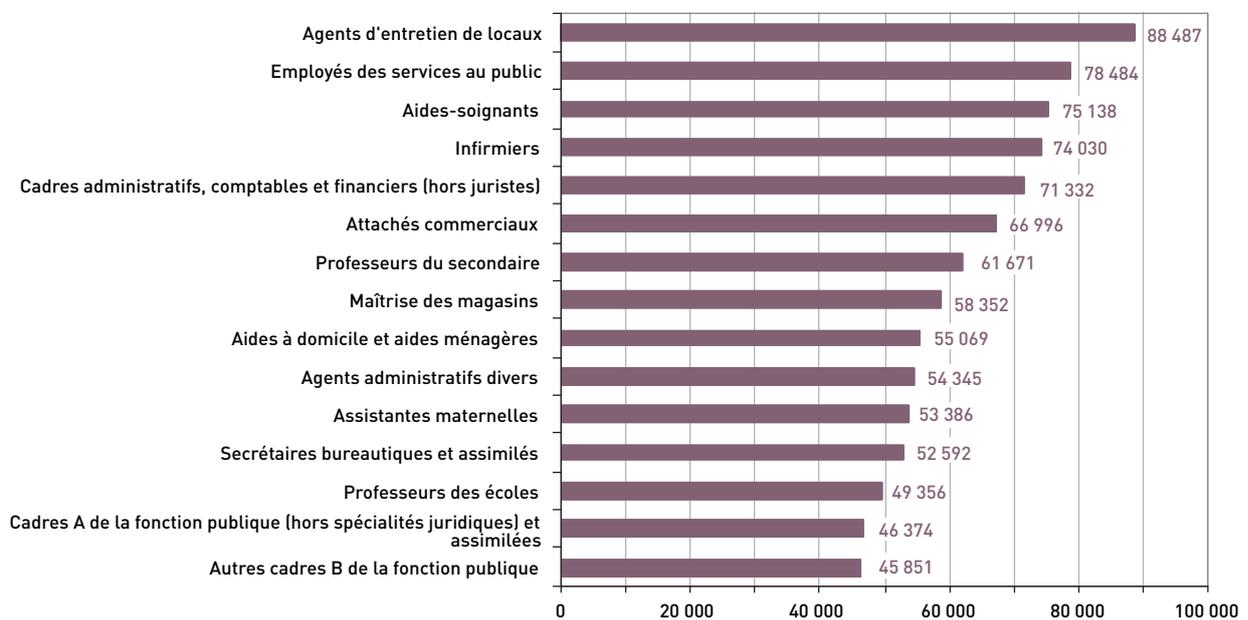
Les constats de l'analyse fonctionnelle sont confirmés avec le poids des métiers tertiaires relevant des fonctions présentes : la santé, action sociale (aides-soignants, infirmiers), les services de proximité (aides à domicile et aides ménagères, assistantes maternelles), l'éducation, formation (professeurs...) ou l'administration publique (cadres de la fonction publique).

Par rapport à la France, les métiers d'agents d'entretien de locaux et d'employés des services au public sont sur-représentés alors que les métiers de la vente (attachés

commerciaux, maîtrise des magasins) et de la gestion (agents administratifs divers, secrétaires bureautiques et assimilés...) sont sous-représentés.

Au sein de la nouvelle région, Rhône-Alpes comme le département du Rhône se distinguent par la présence renforcée des cadres administratifs, comptables et financiers et des attachés commerciaux. L'Auvergne se caractérise, en revanche, par la sur-représentation des quatre premiers métiers du classement (cf. aides-soignants et infirmiers dans l'Allier, le Cantal et la Haute-Loire).

### > Principaux métiers exercés en 2012



Source : Insee, Recensement de la population 2012 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

### UNE POURSUITE DU DÉVELOPPEMENT DES MÉTIERS DES SERVICES ET DES MÉTIERS TRÈS QUALIFIÉS À L'HORIZON 2022

Le Commissariat général à la stratégie et à la prospective plus connu sous le nom de France stratégie, prévoit une tertiarisation accrue des emplois au niveau national à l'horizon 2022.

Le développement des métiers des services est déjà à l'œuvre en Auvergne Rhône-Alpes et devrait se poursuivre, notamment dans les professions de soins (aides-soignants, infirmiers...) et des services aux personnes. Au contraire, les emplois administratifs de la fonction publique et les emplois de secrétaires devraient connaître un repli, les métiers agricoles poursuivre leur recul et les métiers industriels se stabiliser.

La polarisation de l'emploi au bénéfice des métiers très qualifiés perdurerait selon les prévisions nationales à 2022. Déjà observée en région sur la période 2002-2007, elle se traduit par une progression des emplois de cadres des services administratifs, comptables et financiers ou commerciaux et par une diminution du poids des ouvriers (ouvriers non qualifiés des industries de process, du textile...) ou des employés (comptabilité...).

# MARCHÉ DU TRAVAIL : DES DIFFICULTÉS PERSISTANTES DEPUIS LA CRISE DE 2008

## 4.1. Une situation plus favorable en région malgré une forte hausse du chômage

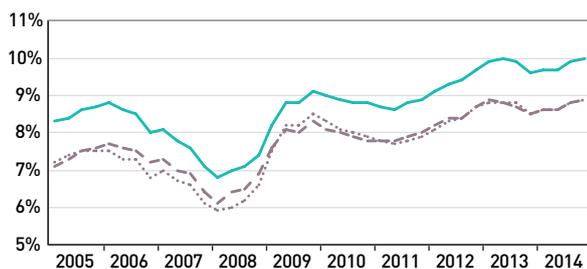
### UN TAUX DE CHÔMAGE STRUCTURELLEMENT INFÉRIEUR À CELUI DE LA FRANCE

Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, le taux de chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT) en Auvergne Rhône-Alpes est de 8,8% (contre 9,9% en France). Il est parmi les plus faibles de France métropolitaine avec celui de la Bretagne, de l'Île-de-France et des Pays de la Loire. Pour autant, il atteint la plus forte valeur observée en région depuis le début de la crise économique de 2008, signe de difficultés persistantes sur le marché du travail.

En effet, ce taux a connu une progression très importante en Rhône-Alpes (+2,6 points) et en Auvergne (+2,3 points) entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 et le 4<sup>ème</sup> trimestre 2009, quasi-similaire à celle constatée en France (+2,3 points). Il s'est ensuite maintenu à un niveau élevé entre 2010 et 2012 (8,0% sur les deux territoires), avant de repartir à la hausse entre 2012 et 2014 (+0,6 point en Auvergne et +0,7 point en Rhône-Alpes entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2012 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2014) pour atteindre près de 9%.

L'évolution du taux de chômage en Auvergne et en Rhône-Alpes a suivi la tendance nationale, même si son niveau est toujours resté inférieur à celui de la France. Par ailleurs, l'écart entre les taux de ces deux territoires et celui de la France tend à se resserrer en période de conjoncture défavorable (aux alentours de 0,6 point au 2<sup>ème</sup> trimestre 2009) alors qu'il se creuse lorsque la croissance économique redémarre (environ 1 point au 1<sup>er</sup> trimestre 2011). Cela s'explique par une sensibilité plus forte de la région à la conjoncture économique, liée à son tissu industriel.

### > Évolution du taux de chômage depuis 2005



#### LÉGENDE :

--- Auvergne    ..... Rhône-Alpes    — France métropolitaine

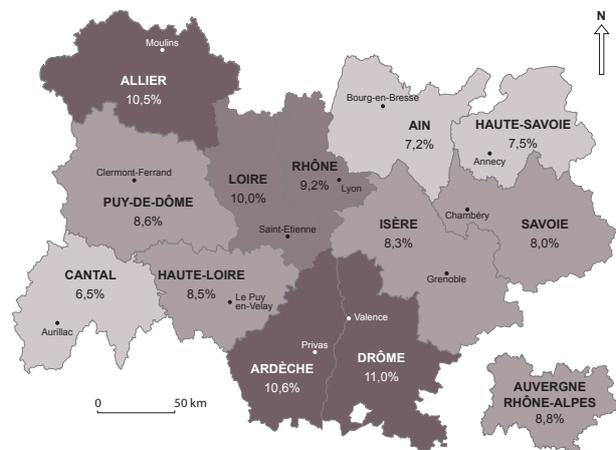
Sources : Insee, Taux de chômage localisés trimestriels de 2005 à 2014 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

### DES DISPARITÉS TERRITORIALES ACCENTUÉES EN PÉRIODE DE CRISE

Le taux de chômage régional masque de fortes différences territoriales d'ordre structurel. Quelle que soit la conjoncture économique, les départements les plus touchés par le chômage restent sensiblement les mêmes. Ainsi, au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014, le taux de chômage est particulièrement élevé dans la Drôme (11,0%), l'Ardèche (10,6%), l'Allier (10,5%) et la Loire (10,0%) alors qu'il est beaucoup plus faible dans le Cantal (6,5%), l'Ain (7,2%) et la Haute-Savoie (7,5%).

Certains départements ont été plus touchés que d'autres par la crise économique de 2008. C'est notamment le cas de la Haute-Savoie et de l'Ain qui ont connu une progression très importante du taux de chômage entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 et le dernier trimestre de 2009 (environ +3 points), en raison d'une spécialité industrielle prononcée sur certaines zones (la plasturgie à Oyonnax et le décolletage dans la Vallée de l'Arve).

### > Taux de chômage au 3<sup>ème</sup> trimestre 2014



Source : Insee, Taux de chômage localisés 3<sup>ème</sup> trimestre 2014 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

Note de lecture : au 30 septembre 2014, le taux de chômage de l'Allier est de 10,5%.

## DÉFINITIONS

**Taux de chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT) :** proportion de chômeurs parmi la population active (chômeurs et population active occupée). Il est calculé à partir de l'enquête emploi de l'Insee.

**Chômeur au sens du BIT :** personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui n'a pas travaillé au cours de la semaine de référence, qui est disponible pour travailler dans les deux semaines et qui a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent (ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois).

**Population active occupée au sens du BIT :** personnes ayant travaillé au cours de la semaine de référence (salarisées ou non) ainsi que les personnes en emploi mais qui en sont temporairement absentes (maladie, congés payés, congé de maternité, formation...).

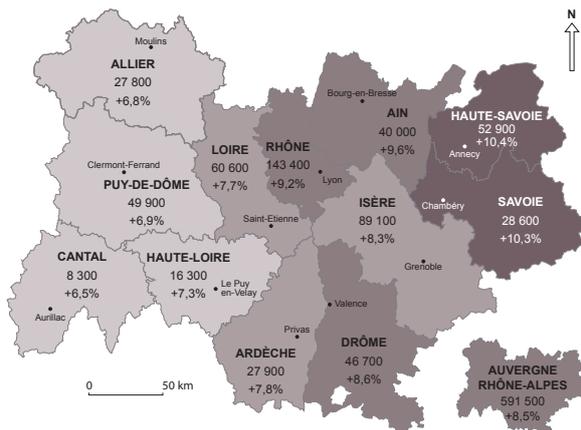
## 4.2. Une augmentation continue de la demande d'emploi depuis 2008

### UN PHÉNOMÈNE PLUS MARQUÉ EN RHÔNE-ALPES QU'EN AUVERGNE

Fin décembre 2014, plus de 591 000 demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C sont inscrits à Pôle emploi en région, dont 82% dans la partie rhônalpine.

Comme au niveau national, le nombre de personnes en recherche d'emploi a progressé de manière continue depuis 2008 (+8,5% par an, +8,2% en France). Cette hausse a davantage concerné Rhône-Alpes (+8,9% par an contre +6,9% en Auvergne), tout particulièrement la Haute-Savoie, la Savoie, l'Ain et le Rhône. Ce dernier concentre d'ailleurs à lui seul près du quart des demandeurs d'emploi (24% fin décembre 2014).

### > Nombre et évolution annuelle moyenne entre 2008 et 2014 des DEFM



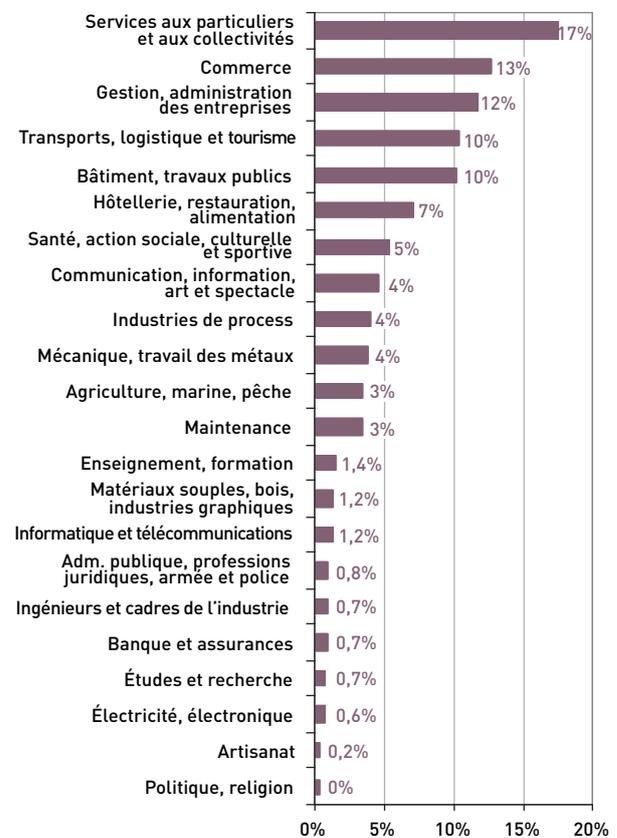
Sources : DARES, DEFM au 31 décembre 2008 et 2014, demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B ou C, données brutes - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

Note de lecture : au 31 décembre 2014, l'Allier compte 27 800 demandeurs d'emploi, ce qui représente une évolution annuelle moyenne de +6,8% entre fin 2008 et fin 2014.

### UNE MAJORITÉ DES DEMANDEURS D'EMPLOI DANS CINQ DOMAINES PROFESSIONNELS

Comme au niveau national, près de deux tiers des demandeurs d'emploi recherchent un métier dans les cinq domaines professionnels suivants : les services aux particuliers et aux collectivités (17%), le commerce (13%), la gestion et administration des entreprises (12%), les transports, la logistique et le tourisme (10%) et le bâtiment, travaux publics (10%).

### > DEFM par domaine professionnel fin 2014



Source : DARES, DEFM au 31 décembre 2014, demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B ou C, données brutes - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

Note de lecture : fin 2014, 17% des demandeurs d'emploi recherchent un métier dans le domaine des services aux particuliers et aux collectivités.

### DÉFINITION

**Demandeur d'emploi en fin de mois (DEFM) :** personne inscrite à Pôle emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois. Les statistiques cumulent les demandeurs d'emploi (DE) tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, étant sans emploi (**catégorie A**), ceux ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois ; **catégorie B**) ou ceux ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures ; **catégorie C**).

# MARCHÉ DU TRAVAIL : DES DIFFICULTÉS PERSISTANTES DEPUIS LA CRISE DE 2008

## UNE SITUATION PLUS DIFFICILE POUR LES SENIORS ET LES CHÔMEURS DE LONGUE DURÉE

Entre 2009 et 2014, le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus a augmenté de 14% par an dans la région, soit une évolution similaire à celle observée en France. Fin 2014, les seniors représentent 21% des personnes inscrites à Pôle emploi en Auvergne Rhône-Alpes et près de 24% pour l'Auvergne.

En parallèle, la progression du chômage des moins de 25 ans a été moins conséquente sur cette période (+3,0%). Le poids des jeunes dans la demande d'emploi est désormais identique au niveau national.

Depuis la crise, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (personnes inscrites à Pôle emploi depuis au moins un an) a augmenté de 13% par an entre 2009 et 2014. Ils représentent 40% des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (contre 43% en France). Leur part est particulièrement élevée dans l'Allier (47%) et la Haute-Loire (46%).

La part des demandeurs d'emploi en activité réduite est plus importante en Auvergne Rhône-Alpes qu'en France (respectivement 35% et 33%). Cela s'explique en grande partie par la saisonnalité de l'emploi en région (tourisme, hôtellerie-restauration, agriculture).

## > Principales caractéristiques de la DEFM à fin 2014

| Demandeurs d'emploi en fin de mois                                     | Auvergne Rhône-Alpes | France métropolitaine        |
|--|----------------------|------------------------------|
| Nombre de DEFM   | 591 500              | 5 291 800                    |
| Évolution annuelle moyenne entre 2008 et 2014                          | +8,5%                | +8,2%                        |
| Part des femmes (en %)   | 50,3%                | 49,7%                        |
| Part des moins de 25 ans   | 15,6%                | 15,7%                        |
| Part des 50 ans et plus  | 21,5%                | 22,1%                        |
| Part des DEFM dont le niveau de formation est inférieur au Bac         | 54,0%                | Informations non-disponibles |
| Part des DEFM dont le niveau de formation est supérieur ou égal au Bac | 46,0%                |                              |
| Part des activités réduites  | 34,9%                | 32,9%                        |
| Part des demandeurs d'emploi de longue durée (de plus d'un an)         | 40,4%                | 42,8%                        |

Sources : DARES, DEFM au 31 décembre 2008 et 2014, demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B ou C, données brutes - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

## 4.3. Une tertiarisation et une précarisation des embauches

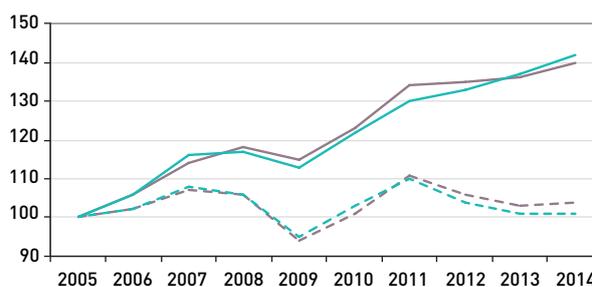
### UNE MAJORITÉ D'EMBAUCHES SUR DES CONTRATS COURTS

Au cours de l'année 2014, les employeurs d'Auvergne Rhône-Alpes ont procédé à près de 2,5 millions d'embauches, dont les deux tiers concernent des contrats courts de moins d'un mois (66% contre 70% en France). La situation varie considérablement selon les territoires, de moins de 50% de contrats courts dans les deux Savoie à 70% ou plus dans l'Allier, la Drôme, la Loire ou le Rhône.

Depuis 2005, le marché de l'emploi régional a progressé de 3,8% par an, tiré par Rhône-Alpes (+4,0% comme en France) quand l'Auvergne enregistrait une évolution limitée à +2,6%.

Le marché de l'emploi s'est transformé dans le sens d'une précarisation croissante. En seulement dix ans, la part des contrats courts a progressé de 12 points (54% à 66%) et de 13 points en France (57% à 70%). À l'inverse, les contrats durables (plus d'un mois) n'ont augmenté que de 0,4% par an et sont même en recul sur la période 2011-2014 (-2,3%). Cette évolution est toutefois moins défavorable qu'au niveau national (respectivement +0,1% et -3,0%).

### > Évolution des embauches entre 2005 et 2014 (en base 100)



#### LÉGENDE :

Tous contrats :  
 — Auvergne Rhône-Alpes — France métropolitaine  
 Contrats > 1 mois :  
 - - - Auvergne Rhône-Alpes - - - France métropolitaine

Sources : Acoiss-Urssaf, DPAE années 2005 à 2014 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

## UN MARCHÉ DE L'EMPLOI DURABLE PORTÉ PAR LES ACTIVITÉS TERTIAIRES

En 2014, 842 000 embauches durables ont été réalisées en Auvergne Rhône-Alpes. Leur répartition géographique est conforme à celle de l'emploi salarié. Les départements du Rhône, de l'Isère et de la Haute-Savoie rassemblent en effet 56% du total régional.

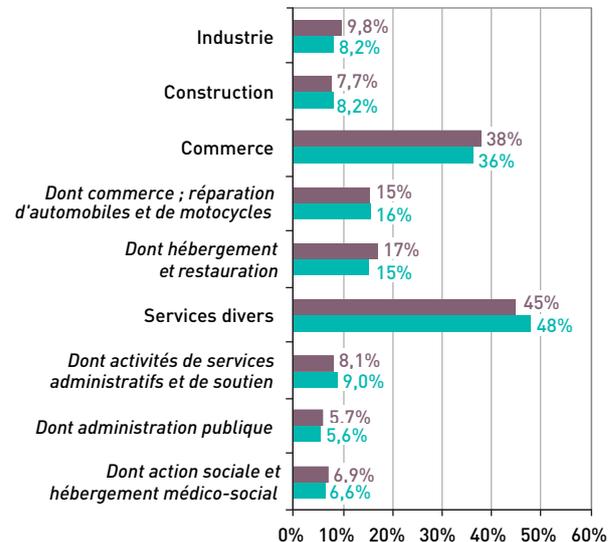
Comme en France, le secteur tertiaire représente plus de 80% des embauches durables. En particulier, 17% d'entre elles relèvent de l'hébergement et de la restauration et 15% du commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles.

La région se distingue par la sur-représentation du marché de l'emploi de l'industrie (10% contre 8% au national) et de l'hébergement-restauration, porté par le tourisme. À l'inverse, les services divers sont sous-représentés, notamment les activités de soutien aux entreprises ou les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie.

Entre 2009 et 2014, six secteurs ont connu une évolution importante des embauches durables (plus de 8% par an) : la métallurgie et fabrication de produits métalliques, la fabrication de machines et équipements, la fabrication de matériels de transport, les activités informatiques, l'industrie pharmaceutique et l'habillement, le textile et cuir.

Plus globalement, le marché de l'emploi durable a connu des évolutions contrastées lors des dix dernières années : il s'est moins contracté en région qu'au national dans l'industrie (-1,0% contre -1,4%) et il s'est plus développé dans le tertiaire (+0,8% contre +0,3%). Dans le BTP, par contre, la situation s'est très nettement dégradée en région (-1,6% contre -0,7% au national), en particulier en Auvergne (-3,5%).

### > Part des secteurs dans les embauches durables en 2014



#### LÉGENDE :

■ Auvergne Rhône-Alpes ■ France métropolitaine

Source : Acof-Urssaf, DPAE contrats de plus d'un mois année 2014 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

# FORMATION INITIALE : UNE FORTE PRÉSENCE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## 5.1. Les chiffres clés de la formation initiale

### UN POIDS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PLUS ÉLEVÉ QU'AU NIVEAU NATIONAL

En 2014, plus de 600 000 jeunes sont inscrits dans un cursus de formation post 3<sup>ème</sup> en Auvergne Rhône-Alpes, soit 12% du total national.

Près de 298 000 élèves sont scolarisés dans l'enseignement secondaire du 2<sup>nd</sup> cycle, dont près de 122 000 dans un cycle

secondaire professionnel et 32 000 élèves dans un cycle secondaire technologique.

La région compte près de 305 000 étudiants, dont près de deux tiers en université (contre 59% en France métropolitaine) et 13% en lycée (contre 14%). L'enseignement supérieur est sur-représenté en Auvergne Rhône-Alpes, la région rassemblant 13% des effectifs nationaux contre 11% des inscrits du secondaire du 2<sup>nd</sup> cycle.

### > Effectifs en formation initiale en 2014



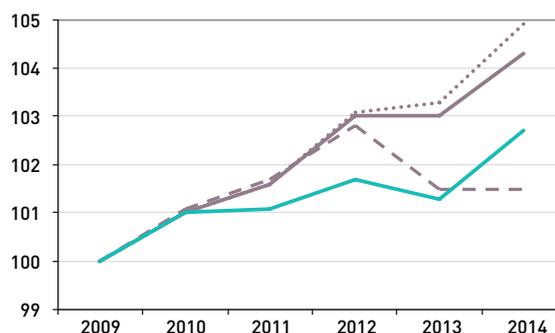
Sources : Conseils régionaux d'Auvergne et de Rhône-Alpes, DRAAF Auvergne et Rhône-Alpes, MENSER, Rectorats de Clermont-Ferrand, Grenoble et Lyon, année scolaire 2013-2014 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

### DES EFFECTIFS EN HAUSSE SUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Entre 2009 et 2014, les effectifs en formation initiale (y compris dans l'enseignement général) ont progressé de 0,9% par an (+0,5% en France), tirés par Rhône-Alpes (+1,0%). L'Auvergne a enregistré, dans le même temps, une croissance limitée à +0,3% et même un recul marqué entre 2012 et 2013 (-1,2%).

L'enseignement supérieur a évolué de la même manière qu'au niveau national (+1,7% en moyenne annuelle sur 5 ans). Par contre, la région se démarque par la stabilité des effectifs en second cycle du secondaire (contre -0,5% en France), notamment en lien avec la progression de 1,2% des inscrits dans l'enseignement général.

### > Évolution des effectifs en formation initiale entre 2009 et 2014 (en base 100)



#### LÉGENDE :

--- Auvergne      ..... Rhône-Alpes  
 — Auvergne Rhône-Alpes      — France métropolitaine

Sources : Conseils régionaux d'Auvergne et de Rhône-Alpes, DRAAF Auvergne et Rhône-Alpes, MENSER, Rectorats de Clermont-Ferrand, Grenoble et Lyon, années scolaires 2008-2009 à 2013-2014 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

### DÉFINITIONS

**Enseignement secondaire du 2<sup>nd</sup> cycle** : enseignement dispensé dans les lycées, qu'il soit général (Bac général), technologique (Bac technologique et brevet de technicien) ou professionnel (CAP, Bac professionnel, brevet des métiers d'arts, mentions complémentaires...).

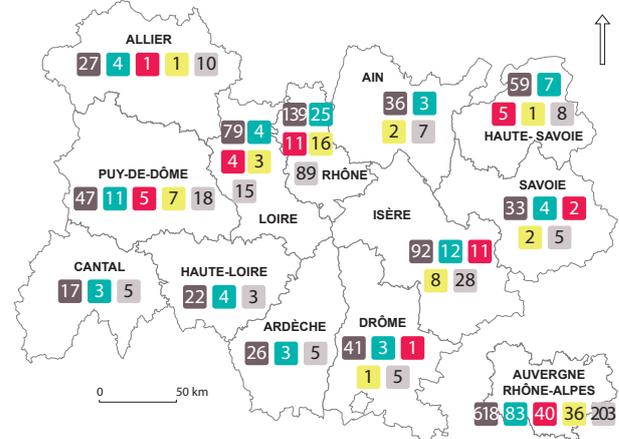
**Enseignement supérieur** : regroupe les études de niveau supérieur au Bac, dispensées en lycées (BTS, classes préparatoires), en Universités (DUT, Licence, Master, Doctorat,...), en grandes écoles (commerce, ingénieur...) ou en écoles spécialisées (sanitaire et social, architecture, journalisme...).

## UNE OFFRE DE FORMATION SUPÉRIEURE CONCENTRÉE DANS LES QUATRE PRINCIPALES AIRES URBAINES

Auvergne Rhône-Alpes compte près de 1 000 établissements de formation initiale à la rentrée 2014 : 63% de lycées et assimilés (exemple des Maisons Familiales Rurales), 8% de Centres de Formation d'Apprentis et 28% d'établissements du supérieur.

Si les deux premières catégories sont présentes sur l'ensemble du territoire régional (au moins 17 lycées et 3 CFA dans chaque département), les établissements du supérieur sont logiquement concentrés sur les principales agglomérations. Ainsi, les départements du Rhône, de l'Isère, du Puy-de-Dôme et de la Haute-Savoie rassemblent à eux seuls 80% des établissements universitaires et 89% des grandes écoles. La concentration est moins intense pour les écoles spécialisées (70%), notamment grâce à la plus large implantation des écoles relevant du champ sanitaire et social.

## > Répartition des établissements de formation initiale en 2014



### LÉGENDE :

- Lycées
- Centres de formation des apprentis
- Universités et établissements affiliés
- Grandes écoles
- Écoles spécialisées

Source : MEN, base ACCé, dénombrement des centres (hors sections de lycées, sites de CFA ou composantes d'universités) des établissements sous contrat - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

## LA DEMANDE SOCIALE EN RÉGION : ZOOM SUR LES VŒUX POST 3<sup>ÈME</sup> ET POST BAC

Au regard des vœux formulés par les élèves (vœux post 3<sup>ème</sup> et post Bac), l'offre de formation régionale apparaît très attractive (144 demandes pour 100 places). Les formations de niveau V (de type CAP) et de niveau III (de type BTS) sont les plus recherchées (175), en particulier dans le Rhône pour ces dernières (282).

Concernant les spécialités de formation, les services aux personnes arrivent en tête (199), devant la communication et l'information (186), les transformations (152) et le génie civil, construction et bois (148) comme en témoigne le classement des sections les plus attractives (cf. BTS économie sociale et familiale, Bac pro accompagnement, soins et services à la personne ...).

### > Formations les plus attractives en 2014

| Intitulé de la formation  | Capacité d'accueil | Taux d'attractivité |
|---|--------------------|---------------------|
| BTS économie sociale et familiale   | 202                | 431                 |
| DUT gestion administrative et commerciale   | 308                | 276                 |
| BTS tourisme  | 343                | 244                 |
| BTS communication   | 260                | 229                 |
| DUT carrières juridiques  | 318                | 227                 |
| CPGE classe préparatoire biologie, chimie, physique et sciences de la Terre (BCPST) | 395                | 225                 |
| DUT génie civil   | 349                | 223                 |
| DUT techniques de commercialisation   | 1 105              | 217                 |
| Bac pro accompagnement, soins et services à la personne option B en structure       | 1 137              | 211                 |
| BTS commerce international à référentiel commun européen                            | 440                | 203                 |

Domaines : Services ; Production ; Disciplinaire

Sources : SAIO de Clermont-Ferrand, Grenoble et Lyon, juin 2014, classement réalisé sur les formations ayant une capacité d'accueil de 200 places ou plus - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

Note de lecture : le BTS économie sociale et familiale peut accueillir 202 élèves dans la région. Son taux d'attractivité est de 431 demandes pour 100 places.

## 5.2. Une baisse des effectifs du second cycle technologique et professionnel

### UN RECU DES EFFECTIFS EN VOIE SCOLAIRE ET EN APPRENTISSAGE

En 2014, 154 000 élèves ou apprentis sont inscrits dans l'enseignement secondaire du second cycle professionnel et technologique (12% du total national).

Depuis 2009, leur nombre a reculé de 1,0% par an (-1,9% en France) et même de 1,4% en Auvergne. Cette baisse s'explique, pour partie, par la rénovation de l'enseignement professionnel et le passage d'un cursus de 4 à 3 ans (BEP+Bac Pro à Bac Pro). Cette tendance moyenne masque des évolutions spécifiques à la région : un rebond des effectifs en 2012 (Rhône-Alpes uniquement) et en 2014 (+0,3% contre -0,5% en France).

En Auvergne Rhône-Alpes, les deux voies de formation ont connu des évolutions comparables, sauf sur la période la plus récente. En effet, la progression des effectifs en 2014 est imputable à la voie scolaire (+1,6%), alors que l'apprentissage accélère son repli (-3,6%).

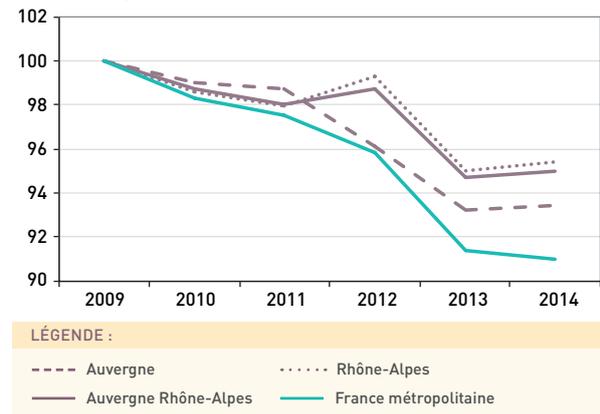
### UN POIDS IMPORTANT DU SECOND CYCLE PROFESSIONNEL ET TECHNOLOGIQUE À L'OUEST DE LA RÉGION

Bien qu'inscrite dans une tendance à la baisse, la voie professionnelle ou technologique reste majoritaire dans le secondaire du second cycle avec 52% des inscrits.

Elle est sur-représentée dans les départements de l'ouest de la région (de 54% en Haute-Loire à 61% dans le Cantal contre moins de 50% dans le Rhône).

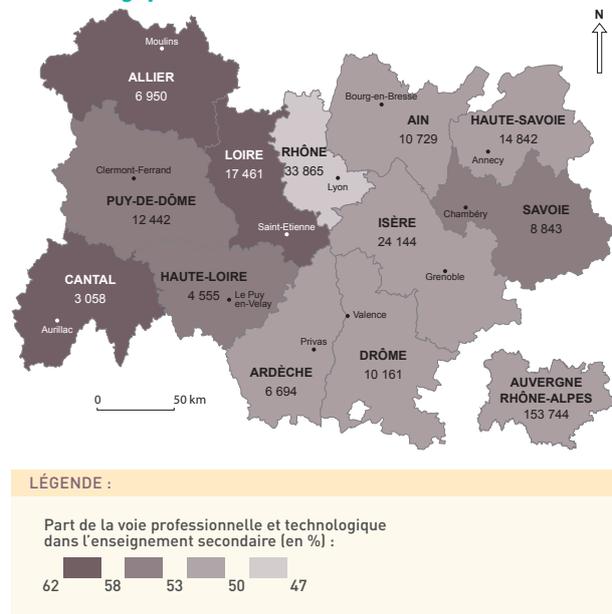
Néanmoins, en cohérence avec la démographie générale, près de la moitié des élèves ou apprentis sont scolarisés dans le Rhône, l'Isère et la Loire.

### > Évolution des effectifs du second cycle professionnel ou technologique entre 2009 et 2014 (en base 100)



Sources : Conseils régionaux, d'Auvergne et de Rhône-Alpes, DRAAF Auvergne et Rhône-Alpes, Rectorats de Clermont-Ferrand, Grenoble et Lyon, années scolaires 2008-2009 à 2013-2014 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

### > Effectifs dans le second cycle professionnel et technologique en 2014



Sources : Conseils régionaux, d'Auvergne et de Rhône-Alpes, DRAAF Auvergne et Rhône-Alpes, Rectorats de Clermont-Ferrand, Grenoble et Lyon, années scolaires 2008-2009 à 2013-2014 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

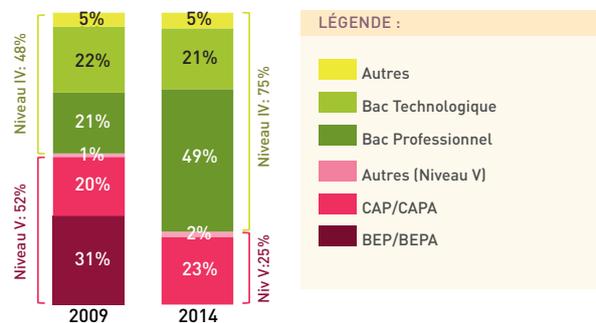
**Note de lecture :** dans l'Allier, 6 950 élèves sont inscrits dans le second cycle professionnel ou technologique en 2013-2014. Leur part représente entre 58% et 62% de l'ensemble de l'enseignement secondaire du second cycle du département.

## UNE PRÉMINENCE DU NIVEAU BAC

En 2014, les trois quarts des effectifs du second cycle technologique et professionnel préparent un diplôme de niveau IV, essentiellement un Bac professionnel, et le quart restant, un niveau V (quasi-exclusivement un CAP).

Cette répartition a été profondément modifiée depuis 2009. La rénovation de l'enseignement professionnel s'est traduite par un transfert des effectifs entre le niveau V et le niveau IV, conséquence de la disparition du BEP et de la réforme du Bac professionnel (+28 points). Par ailleurs, le CAP s'est développé et représente, désormais, 23% des effectifs (+3 points).

### > Répartition des effectifs par niveau de formation en 2009 et 2014



Sources : Conseils régionaux, d'Auvergne et de Rhône-Alpes, DRAAF Auvergne et Rhône-Alpes, Rectorats de Clermont-Ferrand, Grenoble et Lyon, années scolaires 2008-2009 à 2013-2014 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

## UNE RÉPARTITION ÉGALE DES FORMATIONS ENTRE PRODUCTION ET SERVICES

La répartition des inscrits par domaine de formation est, à la fois, stable entre 2009 et 2014 et équilibrée entre la production et les services.

Cela n'exclut pas des évolutions au niveau plus fin des spécialités de formation. Ainsi, les deux principales spécialités en 2009 ont vu leur part reculer significativement :

### > Principaux diplômes préparés en 2014

| Intitulé de la formation  | Effectifs |
|---|-----------|
| Bac pro commerce  | 6 846     |
| Bac techno STMG spécialité mercatique   | 6 666     |
| Bac pro gestion-administration  | 5 618     |
| Bac pro électrotechnique, énergie, équipements communicants - habitat tertiaire | 5 375     |
| Bac pro accompagnement, soins et services à la personne option B en structure   | 5 375     |
| Bac techno ST2S   | 5 172     |
| Bac pro services aux personnes et aux territoires                               | 3 755     |
| Bac techno STMG spécialité gestion et finance                                   | 3 728     |
| Bac techno STMG spécialité ressources humaines et communication                 | 3 708     |
| Bac techno STI2D spécialité innovation technologique et éco-conception          | 2 948     |
| Bac pro maintenance des équipements industriels                                 | 2 872     |
| Bac pro accueil - relation clients et usagers                                   | 2 488     |
| CAP cuisine   | 2 459     |
| Bac pro systèmes électroniques numériques                                       | 2 386     |
| Bac pro maintenance de véhicules automobiles option vp                          | 2 313     |

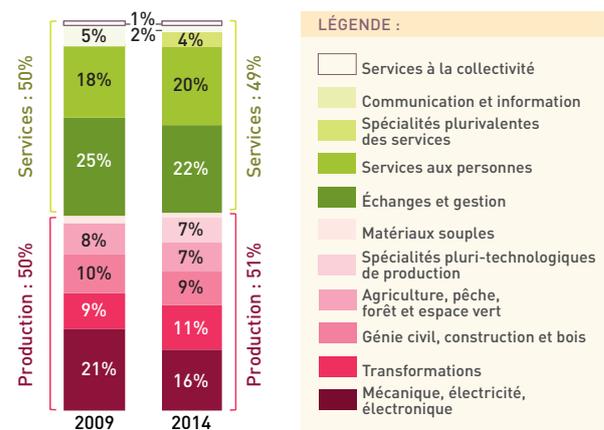
Domaines : Services ; Production.

Sources : Conseils régionaux, d'Auvergne et de Rhône-Alpes, DRAAF Auvergne et Rhône-Alpes, Rectorats de Clermont-Ferrand, Grenoble et Lyon, année scolaire 2013-2014 Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

de 25% à 22% pour les échanges et gestion (qui restent la principale spécialité préparée) et de 21% à 16% pour la mécanique, électricité, électronique.

À l'inverse, les spécialités des services aux personnes et des transformations se sont renforcées (+2 points chacune) et les spécialités pluri-technologiques de production ou plurivalentes des services ont émergé (quasi absentes en 2009).

### > Répartition des effectifs par domaine et spécialité de formation en 2009 et 2014



Sources : Conseils régionaux, d'Auvergne et de Rhône-Alpes, DRAAF Auvergne et Rhône-Alpes, Rectorats de Clermont-Ferrand, Grenoble et Lyon, années scolaires 2008-2009 à 2013-2014 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

La liste des 15 principaux diplômes préparés en 2014 confirme la prééminence du niveau Bac avec 9 Bac professionnels et 5 Bac technologiques. Le domaine des services apparaît plus présent avec 8 formations parmi les 10 premières, en particulier la spécialité des échanges et gestion.

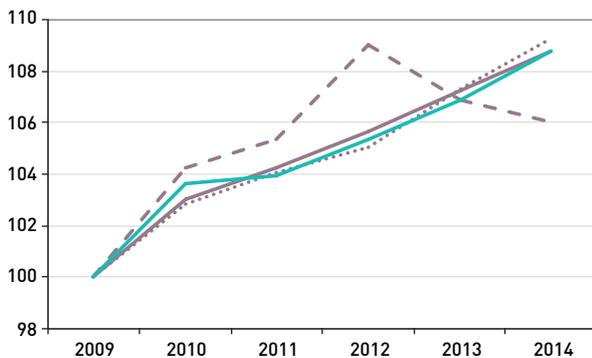
## 5.3. Une hausse des effectifs de l'enseignement supérieur

### UNE CROISSANCE DES EFFECTIFS SIMILAIRE À LA TENDANCE NATIONALE

En 2014, Auvergne Rhône-Alpes compte près de 305 000 étudiants dans l'enseignement supérieur, soit 13% du total national.

Depuis 2009, ce nombre a progressé de 1,7% par an, comme en France. Si l'évolution est similaire en Rhône-Alpes, l'Auvergne se distingue : ses effectifs ont progressé à un rythme soutenu jusqu'en 2012 (+2,9%) puis la tendance s'est inversée (-1,4%) avec le recul des effectifs universitaires.

### > Évolution des effectifs scolarisés dans l'enseignement supérieur entre 2009 et 2014 (en base 100)



#### LÉGENDE :

- Auvergne
- ..... Rhône-Alpes
- Auvergne Rhône-Alpes
- France

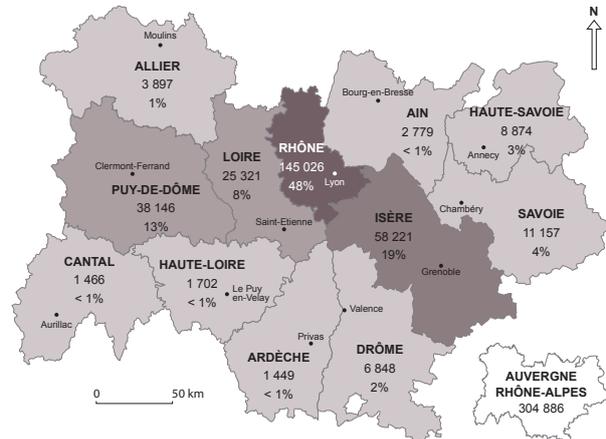
Sources : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, Atlas régional, années scolaires 2008-2009 à 2013-2014 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

### UN ENSEIGNEMENT QUI S'ARTICULE AUTOUR DE TROIS PÔLES RÉGIONAUX

En Auvergne Rhône-Alpes, les étudiants sont logiquement concentrés dans les départements possédant des pôles universitaires développés : le Rhône (48% du total), l'Isère (19%) et le Puy-de-Dôme (13%) regroupent, en effet, 81% des effectifs régionaux du supérieur à eux seuls.

La part de l'enseignement supérieur court (principalement BTS et DUT) s'établit à 16% en région avec de fortes disparités géographiques : de 12% ou moins dans le Rhône et le Puy-de-Dôme, qui sont le siège des principaux établissements du supérieur, à 66% en Haute-Loire et dans le Cantal. Dans ces deux derniers, comme dans l'Allier et l'Ardèche, l'enseignement supérieur est, en effet, concentré sur les BTS et les DUT.

### > Effectifs dans l'enseignement supérieur en 2014



Sources : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, Atlas régional, années scolaires 2008-2009 à 2013-2014 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

Note de lecture : au cours de l'année scolaire 2013-2014, l'Allier compte 3 897 étudiants soit 1% de l'ensemble des étudiants de la région.

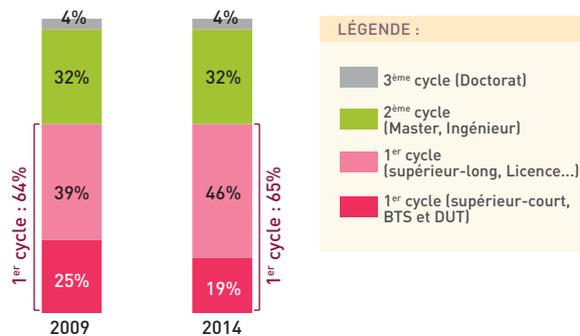
### UN POIDS IMPORTANT DES FORMATIONS DE NIVEAU BAC+4 ET BAC+5

Entre 2009 et 2014, la répartition des effectifs étudiants par cycle de formation a peu changé, le 1<sup>er</sup> cycle (jusqu'à Bac+3) rassemblant à lui seul près de 2 étudiants sur 3.

Elle s'est néanmoins traduite par une chute de la part de l'enseignement supérieur court (-6 points), notamment en lien avec la réforme de certains diplômes sanitaires et sociaux (exemple du passage du DE d'infirmier d'un niveau III à II). Dans le même temps, le nombre d'étudiants en IUT est resté stable alors que les sections de techniciens supérieurs ont connu une légère progression.

Par rapport au national, Auvergne Rhône-Alpes se distingue par une sur-représentation de 3 points du second cycle (niveaux Bac+4 et Bac+5). Cela vaut pour l'enseignement universitaire comme pour les formations d'ingénieurs (respectivement 14% et 15% du total métropolitain contre 13% pour l'ensemble de l'enseignement supérieur).

### > Répartition des effectifs par cycle de formation en 2009 et 2014



Sources : DREES, Enquête Ecoles de formations aux professions de santé et sociales, Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, enquête SISE (inscriptions principales), années scolaires 2008-2009 et 2013-2014 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

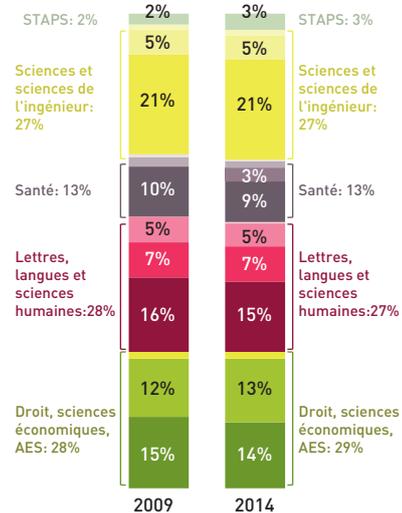
NB : L'information sur le cycle de formation est disponible pour 85% environ des étudiants scolarisés.

### UN ÉQUILIBRE ENTRE DISCIPLINES DE FORMATION

L'analyse de la population étudiante montre un relatif équilibre entre les trois principales disciplines de formation suivies en Auvergne Rhône-Alpes : droit, sciences économiques, AES (29% du total), lettres, langues et sciences humaines (27%) et sciences et sciences de l'ingénieur (27%). Cette structure a globalement peu varié entre 2009 et 2014.

Elle ne montre pas de spécificité, hormis pour les lettres, langues et sciences humaines (-3 points par rapport au national) et pour les sciences et sciences de l'ingénieur (+2 points en lien avec la tradition industrielle de la région), en particulier les sciences fondamentales et applications (+4 points).

### > Répartition des effectifs par discipline de formation en 2009 et 2014



LÉGENDE :



Sources : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, enquête SISE (inscriptions principales), années scolaires 2008-2009 et 2013-2014 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

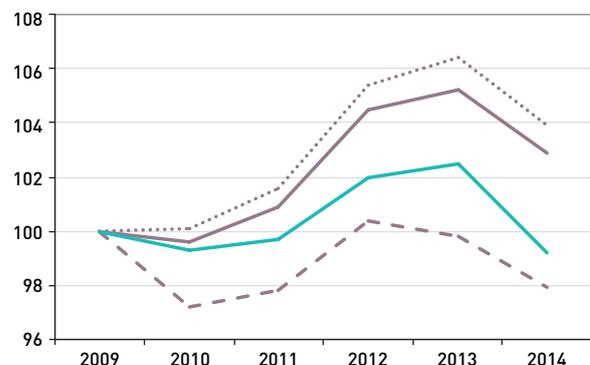
NB : L'information sur la discipline de formation est disponible pour 67% environ des étudiants scolarisés.

## 5.4. Une baisse récente des effectifs en apprentissage

L'apprentissage concerne près de 51 000 jeunes en Auvergne Rhône-Alpes en 2014, soit 12% des effectifs nationaux.

Sur la période 2009-2013, le nombre d'apprentis en région a progressé de 1,3% par an, soit à un rythme deux fois supérieur à celui observé en France (+0,6%). Toutefois, l'apprentissage a enregistré une baisse des effectifs entre 2013 et 2014 (-2,3%). Le repli est néanmoins moins prononcé qu'en France (-3,1%). La baisse du nombre d'apprentis résulte, d'une part, du ralentissement de l'activité économique et, d'autre part, du fait que les jeunes sortant de classe de 3<sup>ème</sup> s'orientent moins souvent vers l'enseignement professionnel, en particulier en apprentissage.

### > Évolution des effectifs en apprentissage entre 2009 et 2014 (en base 100)



LÉGENDE :

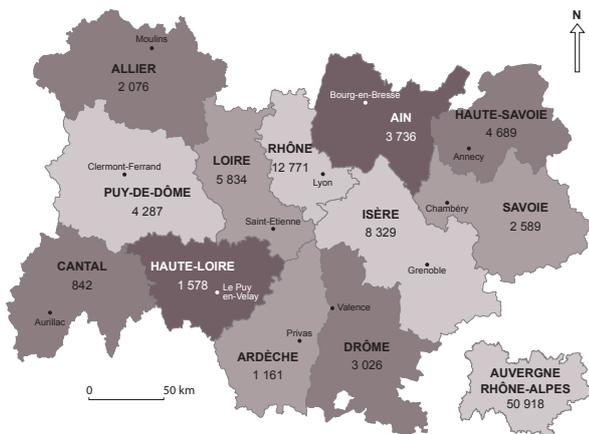


Sources : Conseils régionaux d'Auvergne et de Rhône-Alpes, années scolaires 2008-2009 à 2013-2014 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

## UN RECOURS À L'APPRENTISSAGE CONTRASTÉ SELON LES TERRITOIRES

Le nombre d'apprentis est élevé dans le Rhône (12 771) et l'Isère (8 329). Pour autant, ce sont l'Ain et la Haute-Loire qui ont le plus recours à l'apprentissage (respectivement 14% et 13% du total des effectifs du secondaire et du supérieur). À l'inverse, la part des apprentis est plus faible dans l'Isère, le Puy-de-Dôme et le Rhône (moins de 5% chacun).

### > Effectifs en apprentissage en 2014



#### LÉGENDE :

Part de l'apprentissage dans le total secondaire + supérieur (en %) :



Sources : Conseils régionaux d'Auvergne et de Rhône-Alpes, année scolaire 2013-2014 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

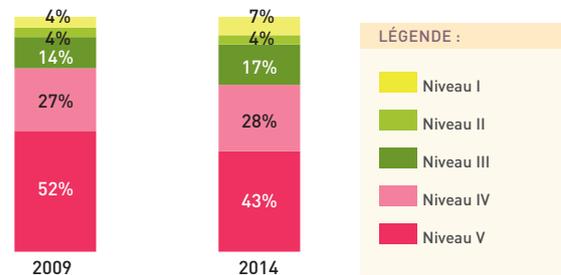
**Note de lecture :** en 2013-2014, l'Allier compte 2 076 apprentis, soit entre 9% et 13% de l'ensemble des inscrits en formation initiale du second cycle et de l'enseignement supérieur.

## DES FORMATIONS MAJORITAIREMENT DE NIVEAU BAC OU INFÉRIEUR

En 2014, 36 000 apprentis suivent une formation de niveau Bac ou inférieur (71% des apprentis). Pour autant, le nombre d'apprentis dans l'enseignement secondaire est en diminution depuis 2009 (-1,3% par an). Avec la réforme de la voie professionnelle et la suppression du BEP, la part du niveau V a ainsi reculé de 8 points en cinq ans (43% en 2014) alors que celle du niveau IV est restée stable (28%).

14 700 apprentis sont inscrits dans l'enseignement supérieur (29% des apprentis). Les formations du supérieur se sont fortement développées au cours des cinq dernières années (+6,3% par an). La part des effectifs de niveau III est passée de 14% à 17% entre 2009 et 2014 et celle des effectifs de niveau I de 4% à 7%.

### > Répartition des effectifs en apprentissage par niveau de formation en 2009 et 2014



Sources : Conseils régionaux d'Auvergne et de Rhône-Alpes, année scolaire 2013-2014 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

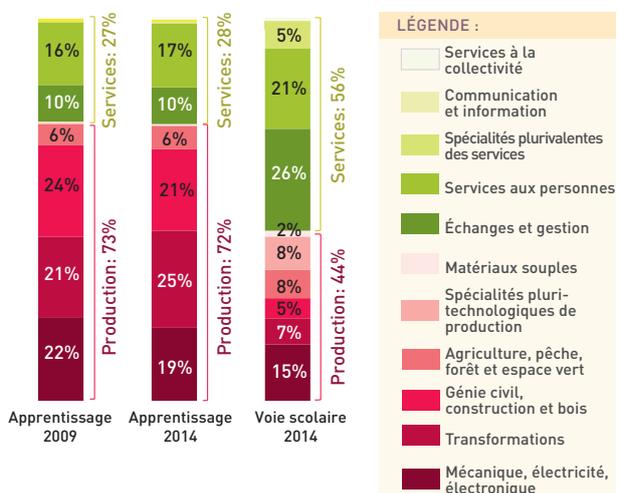
## DES FORMATIONS PRINCIPALEMENT DANS LE DOMAINE DE LA PRODUCTION

L'analyse des spécialités de formation préparées dans l'enseignement secondaire souligne la prévalence de l'apprentissage dans le domaine de la production avec près des trois quarts des inscrits (contre 44% en voie scolaire). L'écart entre les deux voies est particulièrement marqué pour la spécialité des transformations et celle du génie civil, construction et bois (respectivement +18 et +13 points par rapport à la voie scolaire).

En revanche, le recours à l'apprentissage est moins fréquent dans les spécialités des échanges et gestion (-16 points par rapport à la voie scolaire), des services aux personnes (-4 points) ou dans les spécialités plurivalentes des services (-3 points).

À noter que les formations préparées par apprentissage ont peu changé sur les cinq dernières années à quelques exceptions près : une progression de la part des transformations (+4 points dans l'agro-alimentaire, alimentation, cuisine) au détriment de la mécanique, électricité, électronique et du génie civil, construction et bois (-3 points chacun).

### > Répartition des effectifs dans le secondaire par voie et spécialité de formation en 2009 et 2014



Sources : Conseils régionaux d'Auvergne et de Rhône-Alpes, DRAAF Auvergne et Rhône-Alpes, Rectorats de Clermont-Ferrand, Grenoble et Lyon, années scolaires 2008-2009 et 2013-2014 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

## FORMATION CONTINUE : QUELQUES CHIFFRES CLÉS

**i** Dans l'objectif d'offrir la vision la plus large de la formation tout au long de la vie en Auvergne Rhône-Alpes, cette partie complète celle sur la formation initiale avec des éléments sur la formation professionnelle continue et la validation des acquis de l'expérience.

Elle s'appuie sur les données issues des programmes financés par les deux Conseils Régionaux et par Pôle emploi, soit la quasi exhaustivité des entrées en formation des demandeurs d'emploi. Seuls manquent pour ce public, les programmes « Compétence Clés » et Agefiph, auxquels il faut ajouter quelques programmes ou cofinancements plus anecdotiques.

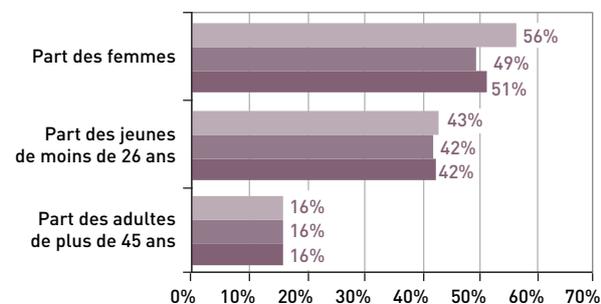
À terme, le champ sera élargi à la formation professionnelle des salariés, actuellement dispersée dans de nombreuses sources, mais qui devrait être plus facilement accessible avec la mise en œuvre du Compte Personnel de Formation et la fiabilisation de l'outil recensant les contrats de professionnalisation.

### 6.1. Les Régions Auvergne et Rhône-Alpes financent majoritairement des formations collectives

#### DES STAGIAIRES PLUS JEUNES QUE LA MOYENNE DES DEMANDEURS D'EMPLOI

En 2014, plus de 40 000 stagiaires en recherche d'emploi sont entrés dans une formation continue financée par les Conseils régionaux.

#### > Profil des stagiaires entrés dans une formation financée par les Régions Auvergne et Rhône-Alpes en 2014



LÉGENDE :

Auvergne Rhône-Alpes

Ces entrants présentent, comme dans la demande d'emploi, une relative parité femmes-hommes (hormis en Auvergne). Ils s'en distinguent, en revanche, par la sous-représentation des seniors (un stagiaire sur six) et la sur-représentation des jeunes (deux stagiaires sur cinq).

#### UNE PRÉDOMINANCE DES FORMATIONS COLLECTIVES

Responsables de la politique de formation professionnelle des jeunes et des adultes à la recherche d'un emploi ou d'une nouvelle orientation, les Régions mettent en œuvre le programme régional des formations. Celui-ci se décline, en Auvergne comme en Rhône-Alpes, sous la forme d'une programmation collective (environ 95% de l'offre totale) et du soutien aux projets individuels de formation (les 5% restants). Dans ce cadre commun, toutefois, les deux exécutifs régionaux ont développé deux offres qui répondent à leurs priorités propres et qu'il n'est donc pas possible de comparer.

Sources : Conseils régionaux d'Auvergne et de Rhône-Alpes, entrées en formation des personnes privées d'emploi, année 2014 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

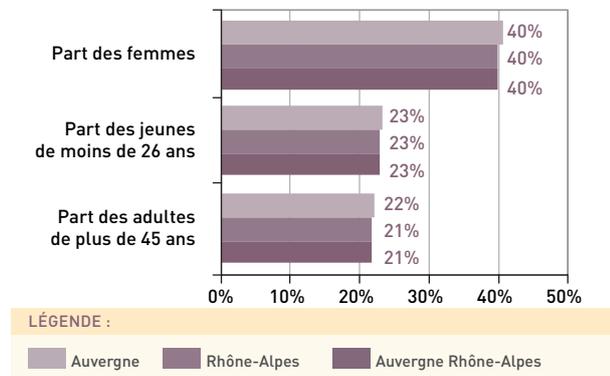
## 6.2. Pôle emploi finance essentiellement des formations individuelles

### DES PROGRAMMES QUI VISENT AUTANT LES JEUNES QUE LES SENIORS

Deuxième grand acteur de la formation à destination des demandeurs d'emploi, Pôle emploi a financé l'entrée en formation de 27 800 stagiaires en 2014. Le public se distingue des entrants sur les programmes des Conseils régionaux par une sur-représentation des hommes (60% du total) et des seniors (21%).

À l'inverse, les jeunes ne constituent que 21% du total, part qui reste cependant supérieure à celle des moins de 26 ans dans la demande d'emploi (16% environ).

#### > Profil des stagiaires entrés dans une formation financée par Pôle emploi en 2014



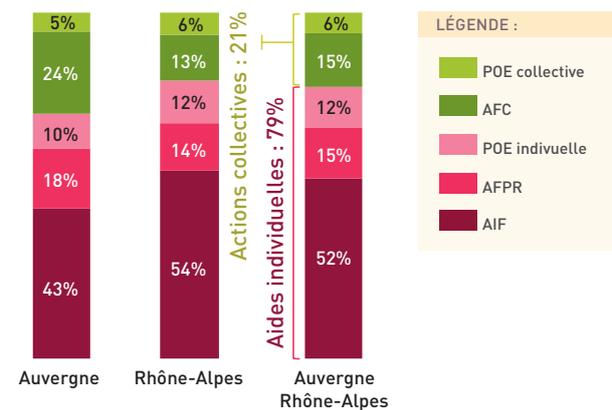
Sources : Pôle emploi Auvergne et Rhône-Alpes, année 2014 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

### UNE PRÉDOMINANCE DES FORMATIONS INDIVIDUELLES

En 2014, 79% des entrées en formation concernent une aide individuelle, principalement une Aide Individuelle à la Formation (AIF). Il est à noter que les dispositifs spécifiques d'appui à l'embauche des demandeurs d'emploi, qu'ils soient individuels ou collectifs, représentent 33% du total en regroupant les Actions de Formation Préalable au Recrutement (AFPR) et les Préparations Opérationnelles à l'Emploi (POE).

La nature des actions financées diffère selon les territoires avec des AIF et des POE particulièrement présentes en Rhône-Alpes (respectivement 54% et 19% des entrées) au détriment des Actions de Formation Conventionnées (AFC) et des AFPR. Ces dernières sont, au contraire, plus fréquentes en Auvergne (24% et 18% du total).

#### > Entrées en formation dans un programme financé par Pôle emploi en 2014



Sources : Pôle emploi Auvergne et Rhône-Alpes, année 2014 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

## ? PRÉSENTATION DES PROGRAMMES FINANCÉS PAR PÔLE EMPLOI

### APPUI À LA FORMATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI

**Action de Formation Conventionnée (AFC) :** l'action de formation conventionnée et financée par Pôle emploi vise à développer les compétences des demandeurs d'emploi inscrits, en particulier ceux de faible niveau de qualification et/ou en reconversion, pour répondre aux besoins de recrutement des entreprises. Ces formations peuvent être individuelles mais sont néanmoins collectives dans la très large majorité des cas.

**Aide Individuelle à la Formation (AIF) :** elle est attribuée par Pôle emploi pour financer une formation professionnelle nécessaire au retour à l'emploi ou à la création d'entreprise lorsque les autres dispositifs ne peuvent être mobilisés.

### APPUI À L'EMBAUCHE DES DEMANDEURS D'EMPLOI

**Action de Formation Préalable au Recrutement (AFPR) et Préparation Opérationnelle à l'Emploi Individuelle (POEI) :** d'une durée maximale de 400 heures, ces formations préalables à l'embauche financées par Pôle emploi, permettent au demandeur d'emploi d'acquérir des compétences nécessaires pour occuper un emploi correspondant à une offre déposée par une entreprise à Pôle emploi.

Autre formation prescrite mais non financée par Pôle emploi, la **Préparation Opérationnelle à l'Emploi Collective (POEC)** concerne des programmes conduisant à la découverte des métiers d'un secteur ou permettant d'acquérir les compétences requises pour occuper des emplois correspondant à des besoins identifiés par un accord de branche. La POE collective n'est pas soumise à l'obligation d'un dépôt d'offre d'emploi préalable à la mise en œuvre de la formation. Elle est financée par l'OPCA et ne peut excéder 400 heures.

## 6.3. La Validation des Acquis de l'Expérience

Au cours de l'année 2014, près de 7 200 demandes de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) ont reçu un avis de recevabilité positif, soit une hausse de 5% en un an. Environ 5 000 personnes se sont présentées devant un jury, nombre en recul de 6% par rapport à 2013. Ces évolutions témoignent d'une appétence croissante pour le dispositif mais aussi de difficultés plus fréquentes pour mener la démarche jusqu'à son terme.

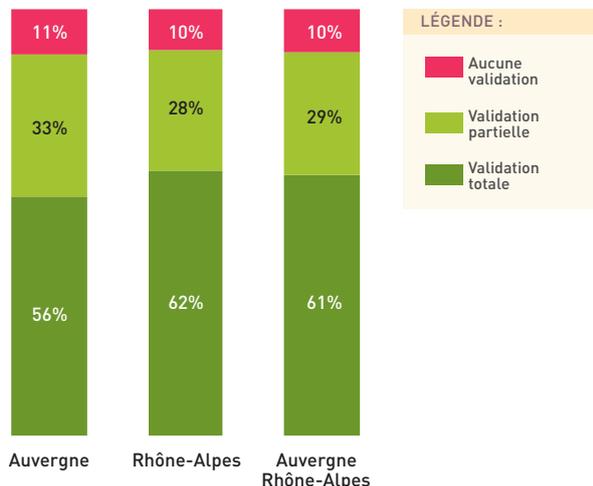
### DES TAUX DE VALIDATION TOTALE HÉTÉROGÈNES

Les décisions de jury se traduisent, dans trois cas sur cinq, par une validation totale de la certification visée et par un refus de validation dans un cas sur dix.

Ces proportions varient considérablement selon l'organisme valideur, de 80% ou plus de validations totales pour le Ministère de l'emploi et la DRAAF, à 65% dans l'Éducation nationale et moins de 50% pour la DRJSCS (volet sanitaire et social comme jeunesse et sport).

Ces dernières certifications, sur-représentées dans les démarches de VAE engagées en Auvergne, expliquent l'écart de 6 points observé avec Rhône-Alpes (56% contre 62%).

#### > Décisions de jury en 2014



Sources : principaux organismes valideurs de la VAE en Auvergne et en Rhône-Alpes, année 2014 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

### L'ÉDUCATION NATIONALE, PRINCIPAL VALIDEUR RÉGIONAL

Dans l'ensemble de la région, plus de 730 validations totales concernent des certifications de niveau V dans une spécialité sanitaire ou sociale de la DRJSCS (par exemple, diplôme d'État d'auxiliaire de vie sociale ou d'aide-soignant).

L'Éducation nationale est également un valideur majeur en région (plus de 1 350 validations totales), qu'il s'agisse de formations de niveau III (BTS management des unités commerciales, BTS assistance technique d'ingénieur...), de niveau IV (Bac pro secrétariat...) ou de niveau V (CAP petite enfance).

Enfin, l'enseignement supérieur représente près de 300 validations totales et le Ministère de l'emploi près de 130 validations totales.

#### > Principales validations en 2014 par organisme valideur et niveau visé

| Valideur                     | Niveau visé | Nb validations totales | Taux validations totales |
|------------------------------|-------------|------------------------|--------------------------|
| DRJSCS - Sanitaire et Social | V           | 737                    | 49%                      |
| Éducation nationale          | III         | 597                    | 58%                      |
| Éducation nationale          | IV          | 479                    | 71%                      |
| Éducation nationale          | V           | 354                    | 70%                      |
| Enseignement supérieur       | III         | 146                    | 79%                      |
| Enseignement supérieur       | I           | 146                    | 65%                      |
| Ministère de l'Emploi        | V           | 127                    | 85%                      |

Sources : principaux organismes valideurs de la VAE en Auvergne et en Rhône-Alpes, année 2014 - Traitement Carif Oref Auvergne et PRAO

## L'ESSENTIEL

# Portrait de l'emploi et de la formation professionnelle en Auvergne Rhône-Alpes

### POPULATION

**7,7 millions** d'habitants

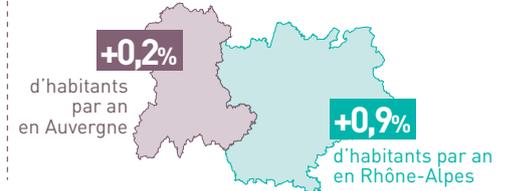
2<sup>ème</sup> région par sa population en 2012

#### UNE RÉGION DYNAMIQUE ET ATTRACTIVE

**+0,8%** d'habitants

par an entre 2007 et 2012 (+0,5% en France)  
avec un rôle conjoint  
du solde naturel (+0,5% par an)  
et du solde migratoire (+0,3% par an)

#### DE FORTES DISPARITÉS ENTRE LES TERRITOIRES



### CONTEXTE ÉCONOMIQUE

**243 milliards** d'euros de PIB en 2013

2<sup>ème</sup> région par son Produit Intérieur Brut (PIB)

#### RICHESSE RÉGIONALE



#### UNE SUR-RÉACTION DE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE À LA CONJONCTURE



### EMPLOI

**3,2 millions** d'actifs en emploi en 2012

2<sup>ème</sup> région en termes d'emploi

#### COISSANCE DE L'EMPLOI

**+0,3%** d'emploi salarié

par an entre 2002 et 2012, une croissance de l'emploi portée par le tertiaire (+0,9%) qui compense les pertes dans l'industrie (-2,0%)

#### UNE FORTE PRÉSENCE DES MÉTIERS TERTIAIRES



**2/3** des emplois en lien avec

- santé et action sociale
- services de proximité
- éducation et formation
- administration publique

### MARCHÉ DU TRAVAIL

**8,8%** de chômage  
soit l'un des taux les plus faibles de France (9,9%)

#### DEMANDEURS D'EMPLOI

**591 000**  
(CATÉGORIES A, B ET C) en décembre 2014

**+8,5%** par an  
soit l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi depuis 2008 (+8,2% en France)

#### PRINCIPAUX MÉTIERS RECHERCHÉS



**2 demandeurs d'emploi sur 3**

recherchent un métier dans les services aux particuliers et aux collectivités, le commerce, la gestion et administration des entreprises, le transport, logistique et tourisme et le BTP

### FORMATION INITIALE

#### SECOND CYCLE TECHNOLOGIQUE ET PROFESSIONNEL

**154 000** élèves dans le secondaire en 2014

**-1,0%** par an entre 2009 et 2014

#### ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

**305 000** étudiants

**+1,7%** par an entre 2009 et 2014

#### APPRENTISSAGE

**51 000** jeunes formés en 2014

principalement sur des diplômes de niveau Bac ou inférieur (71%) et dans le domaine de la production (72%).

**+0,6%** par an entre 2009 et 2014

**-2,3%** par an entre 2013 et 2014

### FORMATION CONTINUE

#### STAGIAIRES EN RECHERCHE D'EMPLOI

**+ de 40 000**

sont entrés dans une formation financée par les Conseils régionaux en 2014



**28 000**

sur un programme de Pôle emploi



**3 DEMANDES SUR 5 DE VAE**

se sont soldées par l'obtention du diplôme

SOIT



**3 060**

validations totales



## Avec le Carif Oref Auvergne et le PRAO, restez informé toute l'année

WWW.PRO.FORMATIONAUVERGNE .com

WWW.RHONEALPES--ORIENTATION .org

ESPACE PROFESSIONNEL

> Toute l'actualité orientation, formation et emploi

### Abonnez-vous !

---



> À la newsletter hebdomadaire du Carif Oref Auvergne et aux communautés du réseau social IODA

> À la newsletter mensuelle du PRAO ainsi qu'à la lettre hebdomadaire « les dernières actualités »

### Suivez-nous !

---

> Sur Facebook et Twitter



Orientation-Auvergne



@COAuvergne



RhoneAlpes-Orientation



@Le\_PRAO



[www.pro.formationauvergne.com](http://www.pro.formationauvergne.com)



**Direction de publication :** Cécile REYNAUD (Carif Oref Auvergne) et Isabelle CARRU-ROUCH (PRAO) • **Coordination :** Boris FRANÇOIS (PRAO) • **Rédaction :** Jacques MALGRAS et Anne SÉRANDON (Carif Oref Auvergne), Boris FRANÇOIS et Clément GUEYDAN (PRAO) • **Avec l'appui de :** Roxane RAVALLEAU (Carif Oref Auvergne), David FRACHISSE, Pierre LOUIS et Pierrick MARTIN (PRAO) • **Communication :** Anne-Laure PAROCHE et Sarah MIDELET (PRAO) • **Conception graphique :** Comète • **Date de publication :** Janvier 2016 • **Crédits photos :** © Alexi TAUZIN - Fotolia.com ; © Ponchy - Fotolia.com ; © Bernard 63 - Fotolia.com ; © Mihai-Bogdan Lazar - Fotolia.com